



EXCELLENTIA SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

PROSPECTUS Juin 2015

Les souscriptions ne peuvent être acceptées que sur base du présent prospectus (le « Prospectus ») qui n'est valable que s'il est accompagné du dernier rapport annuel disponible et, le cas échéant, du dernier rapport semestriel disponible si celui-ci est postérieur au dernier rapport annuel. Ces documents font partie intégrante du Prospectus. Les souscriptions peuvent également être acceptées sur base du document contenant les informations clés pour l'investisseur.

EXCELLENTIA SICAV
Société d'Investissement à Capital Variable
R.C.S. Luxembourg N° B 166.314

| | |
|--|---|
| Siège social | 7A, Rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg |
| Conseil d'Administration | |
| Président | M. Tony Pouppez de Kettenis de Hollaeken Directeur, Excellentia S.A., Organisation du Patrimoine |
| Administrateurs | M. Donald Villeneuve Administrateur délégué, Andbank Asset Management Luxembourg Mlle Martine Vermeersch Juriste OPC, Andbank Asset Management Luxembourg |
| Société de Gestion | ANDBANK ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG 7A, Rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg |
| Marketing Coordinator et Conseiller en Investissements | EXCELLENTIA S.A., ORGANISATION DU PATRIMOINE 20, Rue Michel Rodange L-2430 Luxembourg |
| Banque Dépositaire | Citibank International Limited, Luxembourg Branch 31, Z.A. Bourmicht L-8070 Bertrange |
| Agent Administratif, Agent de Transfert et Teneur de Registre | Citibank International Limited, Luxembourg Branch 31, Z.A. Bourmicht L-8070 Bertrange |
| Agent Domiciliaire | ANDBANK ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG |

7A, Rue Robert Stümper
L-2557 Luxembourg

Réviseur d'Entreprises

KPMG Luxembourg, Société coopérative

39, Avenue John F. Kennedy
L- 1855 Luxembourg

AVERTISSEMENT

EXCELLENTIA SICAV (ci-après la « SICAV ») est inscrite sur la liste officielle des Organismes de Placement Collectif (« OPC ») conformément à la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC et à ses modifications ultérieures (ci-après la « Loi de 2010 »). Cette inscription ne doit en aucun cas et sous quelque forme que ce soit, être décrite comme une appréciation positive faite par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF ») de la qualité des titres offerts en vente.

Le conseil d'administration de la SICAV (ci-après le « Conseil d'Administration ») a pris toutes les précautions possibles pour veiller à ce que les faits indiqués dans le Prospectus soient exacts et précis et à ce qu'il n'y ait aucun fait important dont l'omission pourrait rendre erronée l'une des affirmations ici mentionnées.

Le Conseil d'Administration engage sa responsabilité sur l'exactitude des informations contenues dans le Prospectus à la date de publication. Par conséquent, toute information ou affirmation non contenue dans le Prospectus ou dans les rapports qui en font partie intégrante doit être considérée comme non autorisée.

Ce Prospectus est susceptible de connaître des mises à jour. De ce fait, il est recommandé à tout souscripteur potentiel de s'enquérir auprès de la SICAV sur la publication éventuelle d'un Prospectus plus récent.

Le Prospectus ne pourra être utilisé à des fins d'offre publique ou de sollicitation de vente dans tout territoire et en toute circonstance où une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée. Tout souscripteur potentiel d'actions recevant un exemplaire du Prospectus dans un territoire autre que le Grand-Duché de Luxembourg, ne pourra pas considérer ce document comme une invitation à acheter ou souscrire les actions, sauf si dans tel territoire concerné pareille invitation pourra être effectuée en pleine légalité, sans modalités d'enregistrement ou autres, ou sauf pour cette personne à se conformer à la législation en vigueur dans le territoire concerné, d'y obtenir toutes autorisations gouvernementales ou autres requises, et de s'y soumettre à toutes formalités applicables, le cas échéant. Il est nécessaire de vérifier avant toute souscription dans quel(s) pays la SICAV est enregistrée et plus particulièrement quels compartiments, catégories ou classes d'actions sont autorisés à la commercialisation, ainsi que les éventuelles contraintes juridiques et restrictions de change relatives à la souscription, l'achat, la possession ou la vente d'actions de la SICAV.

Aucune démarche prévue par la loi de 1940 sur les sociétés américaines d'investissement (« Investment Company Act »), ses amendements ou toute autre loi relative aux valeurs mobilières n'a été entreprise pour faire enregistrer la SICAV ou ses titres auprès de la « US Securities and Exchange Commission ». Ce Prospectus ne peut en conséquence être introduit, transmis ou distribué aux Etats-Unis d'Amérique ou dans leurs territoires ou possessions, et remis directement ou indirectement à une « US person » telle que définie par la Réglementation S de la loi de 1933 sur les valeurs mobilières (« Regulation S of the US Securities Act of 1933 » telle que modifiée), excepté dans le cadre de transactions exemptes d'enregistrement d'après la loi de 1933 sur les valeurs mobilières, et avec l'accord de la SICAV. Tout manquement à ces restrictions peut constituer une violation des lois américaines sur les valeurs mobilières.

Les Ressortissants Américains ne sont pas habilités à investir dans la SICAV. Il sera demandé aux investisseurs potentiels de déclarer qu'ils ne sont pas des Ressortissants Américains et qu'ils ne souscrivent pas d'actions pour le compte d'un Ressortissant Américain ou pour le compte d'un investisseur inéligible (tel que défini ci-dessous). Sauf avis contraire donné par écrit à la SICAV, si un investisseur potentiel indique une adresse hors des États-Unis sur le formulaire de souscription en vue d'un investissement dans la SICAV, ledit investisseur sera réputé déclarer et garantir ainsi qu'il n'est pas un Ressortissant Américain et il continuera à ne pas être considéré comme tel tant que la SICAV ne sera pas informée d'un changement de statut à cet égard.

L'expression « Ressortissant Américain » désigne toute personne qui est un ressortissant américain au sens du Règlement S pris en application du United States Securities Act de 1933, selon le Foreign Account Tax Compliance Act (« FATCA »), ou selon la définition donnée par la U.S. Commodity Futures Trading Commission, telle que cette définition peut être modifiée en tant que de besoin par toute loi, toute règle, tout règlement ou toute interprétation d'autorités judiciaires ou administratives. La restriction liée aux ressortissants américains s'étend également aux « Non participating Foreign Financial Institutions » et aux « Passive Non-Financial Foreign Entities » ayant un ou plusieurs bénéficiaires économiques américains (« US owners ») (collectivement, les « investisseurs inéligibles »). La SICAV n'est enregistrée dans aucune juridiction provinciale ou territoriale au Canada et la commercialisation des actions de la SICAV n'est autorisée dans aucune juridiction canadienne en vertu des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Les actions faisant l'objet de la présente offre ne peuvent être proposées ou vendues directement ou indirectement dans aucune juridiction provinciale ou territoriale au Canada ni aux résidents d'une telle juridiction ou pour leur compte. Il pourra être demandé aux Investisseurs potentiels de déclarer qu'ils ne sont pas des résidents canadiens et qu'ils ne font pas une demande de souscription d'actions pour le compte de résidents canadiens. Si un investisseur devient résident canadien après avoir acheté des actions de la SICAV, il ne pourra plus acheter d'actions supplémentaires de la SICAV. Les déclarations contenues dans le présent Prospectus sont effectuées sur la base des lois et des pratiques actuellement en vigueur dans le Grand-Duché de Luxembourg et sont soumises aux modifications apportées à ces lois et à ces pratiques.

Les actions de la SICAV ne peuvent être ni offertes ni vendues directement ou indirectement à des « US persons », ni aux personnes qui ne pourraient pas avoir légalement la capacité de le faire ou vis-à-vis desquelles une sollicitation de vente est illégale (ci-après les « personnes non autorisées »).

Le Conseil d'Administration exigera le remboursement immédiat d'actions achetées ou détenues par des personnes non autorisées, y compris par des investisseurs qui seraient devenus des personnes non autorisées après l'acquisition des titres.

Les investisseurs sont tenus de notifier la SICAV et/ou l'Agent de Transfert et Teneur de Registre i) s'ils deviennent des personnes non autorisées, ou ii) s'ils détiennent des actions de la SICAV en violation de dispositions légales/réglementaires, du Prospectus ou des statuts de la SICAV, ou iii) de toutes circonstances pouvant avoir des conséquences fiscales ou légales/réglementaires pour la SICAV ou les actionnaires, ou pouvant être autrement défavorables aux intérêts de la SICAV ou des autres actionnaires.

Les investissements dans la SICAV impliquent des risques, incluant ceux liés aux marchés des actions et des obligations, aux taux de change entre devises et à la volatilité des taux d'intérêt. Il ne peut être donné aucune assurance que la SICAV atteindra ses objectifs. La valeur du capital et des revenus provenant d'investissements de la SICAV est soumise à des variations et les investisseurs risquent de ne pas retrouver le montant initialement investi. Par ailleurs, la performance passée ne préjuge pas des résultats futurs.

Avant d'investir dans la SICAV ou en cas de doute sur les risques liés à un investissement dans la SICAV ou sur l'adéquation d'un compartiment au profil de risque de l'investisseur eu égard à sa situation personnelle, les investisseurs sont invités à consulter leurs propres conseils financiers, juridiques et fiscaux afin de déterminer si un investissement dans la SICAV leur convient et à demander leur assistance pour être pleinement informés d'éventuelles conséquences juridiques ou fiscales, ou d'éventuelles suites relatives aux restrictions ou contrôles de change auxquelles les opérations de souscription, de détention, de rachat, de conversion ou de transfert des actions pourront donner lieu en vertu des lois en vigueur dans les pays de résidence, de domicile ou d'établissement de ces personnes.

Toute référence dans le Prospectus à :

- « Euro » ou « EUR » se rapporte à la devise des pays membres de l'Union Européenne participant à la monnaie unique.
- « Jour ouvrable » se rapporte à un jour où les banques sont ouvertes à Luxembourg.

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles aux conditions énoncées ci-dessus au siège social de la SICAV.

La SICAV attire l'attention des investisseurs sur le fait que tout investisseur ne pourra pleinement exercer ses droits d'investisseur de façon directe à l'encontre de la SICAV – notamment le droit de participer aux assemblées générales des actionnaires – que dans le cas où l'investisseur figure lui-même et en son nom dans le registre des actionnaires. Dans les cas où un investisseur investit dans la SICAV par le biais d'un intermédiaire investissant dans la SICAV en son nom mais pour le compte de l'investisseur, certains droits attachés à la qualité d'actionnaire ne pourront pas nécessairement être exercés par l'investisseur directement vis-à-vis de la SICAV. Il est recommandé à l'investisseur de se renseigner sur ses droits.

Traitement des données personnelles

Certaines données personnelles concernant les investisseurs (incluant, mais non limité à, le nom, l'adresse et le montant investi par chaque investisseur) peuvent être rassemblées, enregistrées, stockées, adaptées, transférées ou traitées et utilisées par la SICAV, l'Agent Administratif, la Banque Dépositaire, l'Agent de Transfert et Teneur de Registre et toute autre personne qui fournit des services à la SICAV et les intermédiaires financiers de ces investisseurs.

De telles données peuvent notamment être utilisées dans le cadre de la comptabilisation et l'administration des rémunérations des distributeurs, des obligations d'identification requises par la législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme par l'accord intergouvernemental FATCA quant aux exigences de due diligence, de reporting et de procédures d'échange d'informations auxquelles la SICAV peut être assujettie, de la tenue du registre des actionnaires, du traitement des ordres de souscription, rachat et conversion et des paiements des dividendes aux actionnaires et de services ciblés fournis aux clients. De telles informations ne seront pas transmises à des tiers non autorisés.

La SICAV peut déléguer à une autre entité (ci-après le « Délégué ») (comme l'Agent Administratif, l'Agent de Transfert et Teneur de Registre) le traitement des données personnelles. La SICAV s'engage à ne pas transmettre des données personnelles à des tiers autres que le Délégué sauf si cela est exigé par la loi ou sur la base d'un accord préalable des investisseurs.

EXCELLENTIA SICAV

Chaque investisseur a un droit d'accès à ses données personnelles et peut demander une rectification dans le cas où de telles données sont imprécises ou incomplètes.

Par la souscription d'actions de la SICAV, chaque investisseur consent à un tel traitement de ses données personnelles.

| |
|--------------------|
| TABLE DES MATIERES |
|--------------------|

Pagination à vérifier dans la version finale du document

| | Page |
|--|------|
| I. Description Générale | 11 |
| II. Gestion et Administration | 13 |
| 1. Conseil d'Administration | 13 |
| 2. Société de Gestion | 13 |
| 3. Conseiller en Investissements | 13 |
| 4. Banque Dépositaire et Agent Payeur | 14 |
| 5. Agent Administratif, Agent de Transfert et Teneur de Registre | 15 |
| 6. Agent Domiciliaire | 15 |
| 7. Contrôle des opérations de la SICAV | 15 |
| III. Objectifs, Politiques et Restrictions d'investissement | 15 |
| 1. Dispositions Générales | 15 |
| a) Objectifs de la SICAV | 15 |
| b) Politique d'investissement de la SICAV | 16 |
| c) Profil de risque de la SICAV | 16 |
| 2. Objectifs et Politiques d'investissement, Profil de risque, Politique de gestion des risques et Profil des investisseurs des différents compartiments | 18 |
| a) Excellentia Patrimoine | 18 |
| b) Excellentia Invest | 20 |
| c) Excellentia Secure | 22 |
| d) Excellentia Money | 25 |
| 3. Actifs Financiers Eligibles | 27 |
| 4. Restrictions d'investissement | 29 |
| 5. Techniques et instruments financiers | 35 |

| | | |
|-------|--|----|
| IV. | Les Actions | 41 |
| 1. | Généralités | 41 |
| 2. | Caractéristiques des actions | 41 |
| a) | Classes et catégories d'actions | 41 |
| b) | Actions nominatives et dématérialisées | 42 |
| c) | Fractions d'actions | 43 |
| 3. | Emission et prix de souscription des actions | 43 |
| a) | Souscriptions courantes | 43 |
| b) | Païement des souscriptions | 43 |
| c) | Suspension et refus de souscriptions | 44 |
| d) | Lutte contre le « Late Trading » et le « Market Timing » | 44 |
| e) | Lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme | 45 |
| 4. | Rachat des actions | 46 |
| 5. | Conversion des actions | 47 |
| V. | Valeur Nette d'Inventaire des actions | 48 |
| 1. | Définition et Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire | 48 |
| 2. | Suspension du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire et de l'émission, du rachat et de la conversion des actions | 50 |
| VI. | Distributions | 51 |
| VII. | Fiscalité | 52 |
| 1. | Traitement Fiscal de la SICAV | 52 |
| 2. | Traitement Fiscal des Actionnaires | 53 |
| VIII. | Charges et Frais | 53 |
| 1. | Charges et Frais principaux de la SICAV | 53 |
| a) | Frais de premier établissement | 54 |
| b) | Commissions de gestion et de commercialisation | 54 |
| c) | Commissions de conseil et de marketing coordination | 55 |
| d) | Commissions de Banque Dépositaire et d'Agent Payeur | 56 |
| e) | Commissions d'Agent Administratif, d'Agent de Transfert et Teneur de Registre | 56 |
| f) | Commission d'Agent Domiciliataire | 56 |

| | | |
|-----|---|----|
| 2. | Autres frais à charge de la SICAV | 56 |
| IX. | Exercice Social – Assemblées | 58 |
| 1. | Exercice Social | 58 |
| 2. | Assemblées | 58 |
| X. | Liquidation | 59 |
| 1. | Dissolution et Liquidation de la SICAV | 59 |
| 2. | Liquidation et Fusion de compartiments, de classes ou de catégories d’actions | 59 |
| XI. | Informations – Documents disponibles | 61 |
| 1. | Informations disponibles | 61 |
| a) | Publication des valeurs nettes d’inventaire | 61 |
| b) | Avis financiers | 61 |
| c) | Rapports périodiques | 61 |
| 2. | Documents à la disposition du public | 61 |
| a) | Documents disponibles | 61 |
| b) | Langue officielle | 62 |

I. DESCRIPTION GENERALE

EXCELLENTIA SICAV est une Société d'Investissement à Capital Variable (« SICAV ») de droit luxembourgeois à compartiments multiples constituée à Luxembourg le 13 janvier 2012 pour une durée illimitée sous la forme d'une Société Anonyme.

La SICAV est soumise en particulier aux dispositions de la Partie I de la Loi de 2010, ainsi qu'à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le capital minimum de la SICAV s'élève à Euro 1.250.000,- (un million deux cent cinquante mille euros) et doit être atteint dans un délai de six mois à compter de la date d'agrément de la SICAV. Le capital de la SICAV est à tout moment égal à la somme de la valeur de l'actif net des compartiments de la SICAV et est représenté par des actions entièrement libérées sans mention de valeur.

Les variations de capital se font de plein droit et sans les mesures de publicité et d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg prévues pour les augmentations et les diminutions de capital des sociétés anonymes.

Les statuts de la SICAV (ci-après les « Statuts ») ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après le « Mémorial ») en date du 30 janvier 2012 et ont été déposés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Ils peuvent être consultés par voie électronique sur le site du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (www.rcsl.lu).

La SICAV a été inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.314.

La SICAV peut se composer de différents compartiments représentant chacun une masse d'avoirs et d'engagements spécifiques et correspondant chacun à une politique d'investissement distincte et une devise de référence qui lui sont spécifiques.

A l'intérieur de chaque compartiment, les actions peuvent être de classes d'actions distinctes et à l'intérieur de celles-ci, de catégories distinctes.

La SICAV est dès lors conçue pour constituer un OPC à compartiments multiples permettant aux investisseurs de choisir pour l'un ou l'autre compartiment dont la stratégie de gestion correspond le mieux à leurs objectifs et à leur sensibilité.

Au moment de l'émission du Prospectus, quatre compartiments sont disponibles aux investisseurs :

- EXCELLENTIA SICAV – Excellentia Patrimoine (ci-après dénommé « **Excellentia Patrimoine** »)
- EXCELLENTIA SICAV – Excellentia Invest (ci-après dénommé « **Excellentia Invest** »)
- EXCELLENTIA SICAV – Excellentia Secure (ci-après dénommé « **Excellentia Secure** »)
- EXCELLENTIA SICAV – Excellentia Money (ci-après dénommé « **Excellentia Money** »)

Le Conseil d'Administration peut décider de créer de nouveaux compartiments. Dès lors, le Prospectus subira les ajustements appropriés et comprendra les informations détaillées sur ces nouveaux compartiments dont la politique d'investissement et les modalités de vente.

Dans chaque compartiment, le Conseil d'Administration peut décider à tout moment d'émettre différentes classes d'actions (« classes d'actions » ou « classes ») dont les actifs seront investis en commun conformément à la politique d'investissement spécifique du compartiment en question, mais feront l'objet d'une structure de commissions spécifique ou présenteront d'autres caractéristiques distinctives propres à chaque classe.

Dans chaque compartiment actuellement disponible, les actions sont disponibles dans une première classe d'actions :

- Classe « **A** » destinée à tous types d'investisseurs

La définition de cette classe d'actions est reprise sous le chapitre IV « Les Actions », section 2. « Caractéristiques des actions », point a) « Classes et catégories d'actions ».

Dans chaque compartiment et/ou classe d'actions, le Conseil d'Administration peut par ailleurs décider d'émettre à tout moment deux catégories d'actions (« catégories d'actions » ou « catégories ») qui diffèrent selon leur politique de distribution :

- La catégorie « actions de distribution », correspondant aux actions de distribution qui donneront droit à un dividende
- La catégorie « actions de capitalisation », correspondant aux actions de capitalisation qui ne donneront pas droit au paiement d'un dividende

A la date du Prospectus, les compartiments ne proposent que des actions de capitalisation.

Le montant du capital social de la SICAV sera à tout moment égal à la valeur de l'actif net de tous les compartiments réunis. Le capital social de la SICAV sera exprimé en Euro.

Chaque actionnaire peut demander le rachat de ses actions par la SICAV, suivant les conditions et modalités décrites ci-après sous le chapitre IV « Les Actions », section 4. « Rachat des actions ».

Vis-à-vis des tiers, la SICAV constitue une seule et même entité juridique. Les actifs d'un compartiment donné ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Dans les relations des actionnaires entre eux, chaque compartiment est traité comme une entité à part.

A la date du Prospectus, les actions ne sont pas admises à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg.

II. GESTION ET ADMINISTRATION

1. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance, au nom de la SICAV, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi luxembourgeoise à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration est responsable de l'administration et de la gestion des actifs de chaque compartiment de la SICAV. Il peut accomplir tous actes de gestion et d'administration pour compte de la SICAV notamment l'achat, la vente, la souscription ou l'échange de toutes valeurs mobilières et exercer tous droits attachés directement ou indirectement aux actifs de la SICAV.

2. SOCIETE DE GESTION

Le Conseil d'Administration a désigné, sous sa responsabilité et sous son contrôle, **Andbank Asset Management Luxembourg** comme société de gestion de la SICAV (ci-après la « Société de Gestion »).

Andbank Asset Management Luxembourg est une société anonyme de droit luxembourgeois constituée pour une durée illimitée à Luxembourg le 13 juillet 2009. Son siège social est établi au 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg. Son capital social souscrit et libéré est de Euro 3.000.000,-.

Andbank Asset Management Luxembourg est soumise au chapitre 15 de la Loi de 2010 et à ce titre, est en charge de la gestion collective de portefeuille de la SICAV.

Conformément aux lois et règlements en vigueur et avec l'accord préalable du Conseil d'Administration de la SICAV, Andbank Asset Management Luxembourg est autorisée à déléguer ses fonctions et pouvoirs ou partie de ceux-ci à toute personne ou société qu'elle juge appropriée (ci-après le(s) « délégué(s) »), étant entendu que le Prospectus est mis à jour préalablement et Andbank Asset Management Luxembourg conserve l'entière responsabilité des actes accomplis par ce(s) délégué(s).

A l'heure actuelle, les fonctions d'Agent Administratif et d'Agent de Transfert et Teneur de Registre de la SICAV sont déléguées.

3. CONSEILLER EN INVESTISSEMENTS

Le Société de Gestion bénéficie de l'assistance d'un conseiller en investissements qui lui fournira des recommandations, avis et conseils quant au choix des placements et quant à la sélection des actifs à inclure dans le portefeuille des compartiments.

Excellentia S.A., Organisation du Patrimoine (ci-après le « Conseiller en Investissements ») a accepté la fonction de conseiller en investissements des compartiments.

A cet effet, un contrat de conseil en investissements a été conclu entre la Société de Gestion et le Conseiller en Investissements pour une durée indéterminée.

Excellentia S.A., Organisation du Patrimoine a été constituée le 25 mars 1999 à Luxembourg. Son capital est de Euro 31.000,-. Elle a notamment pour objet de prêter des services de conseil en investissement à des OPC.

Excellentia S.A., Organisation du Patrimoine n'est toutefois pas habilitée à recevoir les produits de souscription ni à verser les produits de rachat d'actions de la SICAV.

4. BANQUE DEPOSITAIRE ET AGENT PAYEUR

Citibank International Limited, Luxembourg Branch a été désignée comme banque dépositaire des avoirs de la SICAV (ci-après la « Banque Dépositaire »).

La garde des actifs de la SICAV est confiée à la Banque Dépositaire qui remplit les obligations et devoirs prescrits par la loi.

Conformément aux usages bancaires, la Banque Dépositaire peut, sous sa responsabilité et son contrôle, confier à d'autres établissements bancaires ou systèmes de clearing tout ou partie des actifs dont elle a la garde.

Conformément à la Loi de 2010, la Banque Dépositaire doit en outre :

- a) s'assurer que la vente, l'émission, le rachat et l'annulation des actions effectués par la SICAV ou pour son compte ont lieu conformément à la loi ou aux Statuts ;
- b) s'assurer que dans les opérations portant sur les actifs de la SICAV, la contrepartie lui est remise dans les délais d'usage ;
- c) s'assurer que les produits de la SICAV reçoivent l'affectation conforme aux Statuts.

La Banque Dépositaire remplit ses fonctions aux termes d'une convention de banque dépositaire conclue entre Citibank International Limited, Luxembourg Branch et la SICAV pour une durée indéterminée.

Aux termes de la même convention, Citibank International Limited, Luxembourg Branch agit également comme Agent Payeur pour le service financier des actions de la SICAV.

Chacune des parties pourra mettre fin à cette convention moyennant un préavis de 90 jours étant entendu que la Banque Dépositaire sera tenue de continuer à exercer ses fonctions de dépositaire en attendant son remplacement qui doit avoir lieu dans les deux mois et jusqu'au moment où une autre banque dépositaire aura été désignée et que tous les avoirs de la SICAV y auront été transférés, conformément à la loi.

5. AGENT ADMINISTRATIF, AGENT DE TRANSFERT ET TENEUR DE REGISTRE

La Société de Gestion a délégué l'exécution des tâches liées à l'administration centrale de la SICAV à **Citibank International Limited, Luxembourg Branch** (ci-après l'« Administration centrale »), à l'exception de la fonction d'Agent Domiciliaire.

A cet effet, un contrat de services a été conclu entre la Société de Gestion et **Citibank International Limited, Luxembourg Branch** pour une durée indéterminée.

Aux termes de ce contrat, **Citibank International Limited, Luxembourg Branch** remplit les fonctions d'Agent Administratif et d'Agent de Transfert et Teneur de Registre de la SICAV. Dans ce cadre, elle assume les fonctions administratives requises par la loi luxembourgeoise, comme la tenue de la comptabilité et des livres sociaux, y compris la tenue du registre des actionnaires. Elle prend également en charge le calcul périodique de la valeur nette d'inventaire par action dans chaque compartiment et dans chaque classe/catégorie le cas échéant.

6. AGENT DOMICILIATAIRE

La Société de Gestion remplit la fonction d'Agent Domiciliaire de la SICAV.

A cet effet, une convention de domiciliation a été conclue entre la Société de Gestion et la SICAV pour une durée indéterminée.

7. CONTROLE DES OPERATIONS DE LA SICAV

La révision des comptes de la SICAV et des rapports annuels est confiée à **KPMG Luxembourg, Société coopérative**, Luxembourg en sa qualité de réviseur d'entreprises de la SICAV.

III. OBJECTIFS, POLITIQUES ET RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT

1. DISPOSITIONS GENERALES

a) Objectifs de la SICAV

La SICAV recherche, à titre d'objectif principal, la conservation du capital en termes réels et la croissance à long terme des actifs de chaque compartiment.

L'objectif de la SICAV est d'offrir aux actionnaires la possibilité de participer à une gestion professionnelle active de portefeuilles diversifiés d'actifs financiers éligibles. Le portefeuille de chaque compartiment est géré en conformité avec sa politique d'investissement définie à la section 2. « Objectifs et Politiques d'investissement, Profil de risque et Profil des investisseurs des différents compartiments » ci-dessous et reflète le style d'investissement et les convictions propres à son ou ses gestionnaires.

b) Politique d'investissement de la SICAV

La SICAV se propose d'atteindre cet objectif principalement par la gestion active de portefeuilles d'actifs financiers éligibles. Dans le respect des conditions et limites énoncées aux sections 3 à 5 ci-dessous, et en conformité avec la politique d'investissement de chaque compartiment définie ci-après, les actifs financiers éligibles peuvent notamment consister en valeurs mobilières, en instruments du marché monétaire, en parts d'OPCVM et/ou d'OPC, en dépôts bancaires et/ou en instruments financiers dérivés, sans toutefois exclure les autres types d'actifs financiers éligibles.

Chaque compartiment pourra (a) investir en instruments dérivés aussi bien en vue de réaliser les objectifs d'investissement que dans une optique de hedging et de gestion efficace du portefeuille, et (b) recourir aux techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire, dans une optique de gestion efficace du portefeuille, aux conditions et dans les limites fixées par la loi, la réglementation et la pratique administrative, sous respect des restrictions reprises aux sections 2 à 5 ci-dessous.

Chaque compartiment de la SICAV présentera une politique d'investissement différente en termes de type et de proportion d'actifs financiers éligibles et/ou en termes de diversification géographique, industrielle ou sectorielle.

c) Profil de risque de la SICAV

Les risques spécifiques à chaque compartiment et à leur objectif de gestion sont plus amplement décrits dans la politique d'investissement relative à chaque compartiment.

Les avoirs de chaque compartiment sont soumis aux fluctuations des marchés financiers et aux risques inhérents à tout investissement en actifs financiers.

Aucune garantie ne peut être donnée que l'objectif de la SICAV sera atteint et que les investisseurs retrouveront le montant de leur investissement initial.

Les conditions et limites énoncées aux sections 3 à 5 ci-dessous visent cependant à assurer une diversification des portefeuilles pour encadrer et limiter ces risques sans toutefois les exclure.

Les investissements réalisés par la SICAV dans des parts d'OPC exposent la SICAV aux risques liés aux instruments financiers que ces OPC détiennent en portefeuille. Certains risques sont cependant propres à la détention par la SICAV de parts d'OPC. Certains OPC peuvent avoir recours à des effets de levier soit par l'utilisation d'instruments dérivés soit par recours à l'emprunt. L'utilisation d'effets de levier augmente la volatilité du cours de ces OPC et donc le risque de perte en capital. Les investissements réalisés dans des parts d'OPC peuvent également présenter un risque de liquidité plus important qu'un investissement direct dans un portefeuille de valeurs mobilières. Par contre, l'investissement en parts d'OPC permet à la SICAV d'accéder de manière souple et efficace à différents styles de gestion professionnelle et à une diversification des investissements.

Un compartiment qui investit principalement au travers d'OPC, s'assurera que son portefeuille d'OPC présente des caractéristiques de liquidité appropriées afin de lui permettre de faire face à ses propres obligations de rachat. La méthode de sélection des OPC cibles prendra en considération la fréquence de rachat dans ces OPC et le portefeuille d'un tel compartiment sera constitué principalement d'OPC ouverts

aux rachats à une fréquence identique à celle du compartiment concerné.

Il faut signaler que l'activité d'un OPC ou d'un compartiment qui investit dans d'autres OPC peut entraîner un dédoublement de certains frais. Les frais éventuellement mis à charge d'un compartiment de la SICAV pourront, du fait de l'investissement en OPC, être doublés.

Les risques associés aux placements en actions et autres valeurs assimilables à des actions englobent des fluctuations parfois importantes des cours, des baisses prolongées de ceux-ci en fonction des circonstances économiques et politiques générales ou de la situation propre à chaque émetteur, voire la perte du capital investi dans l'actif financier en cas de défaut de l'émetteur (risque de marché).

Il est à noter que certains warrants, de même que les options, bien que susceptibles de procurer un gain plus important que les actions de par leur effet de levier, se caractérisent par une volatilité sensiblement accrue de leur prix par rapport au cours de l'actif ou de l'indice financier sous-jacent. Ces instruments peuvent en outre perdre toute leur valeur.

Les placements en obligations convertibles ont une sensibilité aux fluctuations des cours des actions sous-jacentes (« composante action » de l'obligation convertible) tout en offrant une certaine forme de protection d'une partie du capital (« plancher obligataire » de l'obligation convertible). La protection du capital sera d'autant plus faible que la composante action sera importante. En corollaire, une obligation convertible ayant connu un accroissement important de sa valeur de marché suite à la hausse du cours de l'action sous-jacente aura un profil de risque plus proche de celui d'une action. Par contre, une obligation convertible ayant connu une baisse de sa valeur de marché jusqu'au niveau de son plancher obligataire suite à la chute du cours de l'action sous-jacente aura à partir de ce niveau un profil de risque proche de celui d'une obligation classique.

L'obligation convertible, tout comme les autres types d'obligations, est soumise au risque que l'émetteur ne puisse rencontrer ses obligations en termes de paiement des intérêts et/ou de remboursement du principal à l'échéance (risque de crédit). La perception par le marché de l'augmentation de la probabilité de survenance de ce risque pour un émetteur donné entraîne une baisse parfois sensible de la valeur de marché de l'obligation et donc de la protection offerte par le contenu obligataire de l'obligation convertible. Les obligations sont en outre exposées au risque de baisse de leur valeur de marché suite à une augmentation des taux d'intérêt de référence (risque de taux d'intérêt).

Les investissements réalisés dans une devise différente de la devise de référence du compartiment / de la classe d'actions concerné présentent un risque de change : à prix constant, la valeur de marché d'un investissement libellé dans une devise différente de celle d'un compartiment / d'une classe d'actions donné, exprimée dans la devise du compartiment / de la classe d'actions concerné peut diminuer suite à une évolution défavorable du cours de change entre les deux devises.

Les investissements réalisés dans des marchés dits « émergents » et dans des titres de sociétés de petite taille peuvent présenter une liquidité moindre et une volatilité plus importante que les investissements réalisés dans des marchés dits « classiques » et des titres de grandes sociétés.

En période d'instabilité politique, lors des crises monétaires (du crédit en particulier), et lors de crises économiques, les marchés financiers se caractérisent en général par une baisse importante des valeurs de marché, une volatilité accrue des cours et une détérioration des conditions de liquidité. Cette volatilité accrue et cette détérioration des conditions de liquidité affecteront en général plus particulièrement les marchés dits « émergents », les actifs financiers émis par les sociétés de petite taille et les émissions

obligataires de faible taille. Lors de ces événements de nature exceptionnelle, la SICAV peut être amenée à devoir réaliser des actifs à un prix ne reflétant pas leur valeur intrinsèque (risque de liquidité) et les investisseurs peuvent encourir des risques de pertes élevées.

Les objectifs et politiques d'investissement déterminés par le Conseil d'Administration ainsi que le profil de risque et le profil type des investisseurs sont les suivants pour chacun des compartiments.

2. OBJECTIFS ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENT, PROFIL DE RISQUE, POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES ET PROFIL DES INVESTISSEURS DES DIFFERENTS COMPARTIMENTS

a) Excellentia Patrimoine

Politique d'investissement

L'objectif du compartiment **Excellentia Patrimoine** est d'obtenir une croissance à long terme du capital en investissant dans différentes classes d'actifs des marchés européens et internationaux et/ou en ayant une exposition sur ces marchés. Aucune spécialisation dans des secteurs géographiques ou économiques n'est prévue. La Société de Gestion et le Conseiller en Investissements veilleront au contraire, par le biais d'un portefeuille diversifié, à éviter une concentration des investissements sur un secteur spécifique.

Les investissements seront réalisés principalement à travers des OPCVM ou des OPC au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive européenne 2009/65/CE, réglementés, de type ouvert et diversifiés, présentant une répartition des risques comparable à celle des OPC luxembourgeois relevant de la Partie I de la Loi de 2010.

Accessoirement, en fonction de l'environnement de marché et dans les limites prévues par la Loi de 2010, le compartiment pourra également investir directement dans des actions, des obligations, des obligations convertibles, ainsi que dans des instruments du marché monétaire et des dépôts.

L'exposition du compartiment sur la classe d'actifs actions est limitée en principe à 50 % de ses actifs nets.

Les OPC mixtes / flexibles et les OPC ayant une gestion alternative (tel que Long/Short equity, Equity market neutral et autres stratégies utilisant des actions dans leur gestion) ne sont pas pris en considération lors du calcul de cette limite.

Le compartiment pourra atteindre son objectif en sélectionnant des OPCVM et des OPC au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive européenne 2009/65/CE investissant dans des actifs financiers éligibles tels que décrits ci-dessus, et dont les stratégies d'investissement utilisées pourront être qualifiées de méthodes de gestion dite « alternatives », sans que ces OPCVM et/ou OPC soient eux-mêmes qualifiés d'OPC alternatifs (« hedge funds »).

Le choix des OPCVM et/ou des OPC cibles pourra par exemple correspondre aux styles de gestion suivants :

- long/short action (directionnel, market neutral, tactique, stratégique, trading, etc.)

- global macro (asset allocation, tactique, stratégique, etc.)
- relative value (arbitrage, etc.)

ainsi qu'à d'autres styles de gestion de type alternative.

A ce titre, le compartiment pourra réaliser son objectif en investissant dans des OPCVM et/ou OPC remplissant les conditions ci-dessus et dont les actifs sous-jacents consisteront en indices d'actifs financiers éligibles ou dont la performance sera liée à de tels actifs de par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme par exemple les swaps de performance, tels que notamment, mais pas exclusivement, les indices de hedge funds et/ou les indices sur matières premières. Le gestionnaire veillera cependant à ce que les indices sous-jacents des OPCVM et/ou OPC visés soient constitués de manière à faire partie de la classification d'un indice financier et soient ainsi conformes aux conditions fixées par l'article 9 de la directive européenne 2007/16/CE et aux directives émises par le Autorité Européenne des Marchés Financiers (ESMA) pour la classification des indices de hedge funds en tant qu'indices financiers.

Les investissements dans des OPCVM et/ou OPC ayant recours à des méthodes de gestion dites « alternatives » impliquent des risques, incluant ceux liés aux marchés, aux taux de change entre devises et à la volatilité des taux d'intérêt. Il ne peut être donné aucune assurance que la SICAV atteindra ses objectifs. La valeur du capital et des revenus provenant d'investissements dans de tels OPCVM et/ou OPC est soumise à des variations et les investisseurs risquent de ne pas retrouver le montant initialement investi. Par ailleurs, la performance passée ne préjuge pas des résultats futurs.

A tout moment, lorsque les conditions de marché le justifient, le compartiment pourra être investi à concurrence de 100 % en liquidités et instruments du marché monétaire.

Il faut signaler que l'activité d'un OPC ou d'un compartiment qui investit dans d'autres OPC peut entraîner une redondance de certains frais. En sus des frais supportés par le compartiment dans le cadre de sa gestion quotidienne, des frais généraux et des commissions de gestion seront indirectement imputés sur les actifs du compartiment via les OPC cibles qu'il détient. Les commissions de gestion cumulées ne pourront excéder 5 %. Lorsque le compartiment investira dans des OPC gérés, de façon directe ou par délégation, par la Société de Gestion ou par toute autre société à laquelle la Société de Gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, aucune commission d'entrée ou de sortie se rattachant à l'OPC dont les parts sont acquises ne pourra être mise à charge du compartiment.

En vue d'une bonne gestion du portefeuille et/ou dans un but de couverture de ses actifs et de ses engagements, le compartiment pourra avoir recours aux techniques et instruments financiers dans les conditions et limites énoncées à la section 5. ci-dessous.

Profil de risque

Le compartiment **Excellentia Patrimoine** est soumis aux fluctuations des marchés boursiers. L'objectif de gestion de ce compartiment correspond à un niveau de risque médian en rapport avec les marchés boursiers.

L'attention des investisseurs est attirée sur les risques encourus par les OPCVM et/ou OPC cibles correspondant à leurs styles de gestion particuliers. Leurs styles de gestion peuvent entraîner des pertes pour ces OPCVM et/ou OPC avec des conséquences sur la valorisation du portefeuille du compartiment **Excellentia Patrimoine**.

Politique de gestion des risques

La méthode de détermination du risque global auquel le compartiment **Excellentia Patrimoine** est exposé ou pourrait être exposé, retenue par la Société de Gestion, est la méthode du calcul de l'engagement.

Profil des investisseurs

Le compartiment **Excellentia Patrimoine** s'adresse à toutes catégories d'investisseurs souhaitant bénéficier de l'évolution des marchés des actions et obligataires. Le compartiment s'adresse à des investisseurs qui peuvent subir certains risques liés à un portefeuille de type mixte.

Devises de référence

La valeur nette d'inventaire de la classe **A** du compartiment **Excellentia Patrimoine** est exprimée en Euro.

Les actifs nets du compartiment **Excellentia Patrimoine** sont exprimés en Euro.

b) Excellentia Invest

Politique d'investissement

L'objectif du compartiment **Excellentia Invest** est d'obtenir une performance maximale via une gestion active en investissant dans différentes classes d'actifs des marchés européens et internationaux et/ou en ayant une exposition sur ces marchés. Aucune spécialisation dans des secteurs géographiques ou économiques n'est prévue. La Société de Gestion et le Conseiller en Investissements veilleront au contraire, par le biais d'un portefeuille diversifié, à éviter une concentration des investissements sur un secteur spécifique.

Les investissements seront réalisés principalement à travers des OPCVM ou des OPC au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive européenne 2009/65/CE, réglementés, de type ouvert et diversifiés, présentant une répartition des risques comparable à celle des OPC luxembourgeois relevant de la Partie I de la Loi de 2010.

Accessoirement, en fonction de l'environnement de marché et dans les limites prévues par la Loi de 2010, le compartiment pourra également investir directement dans des actions, des obligations, des obligations convertibles, ainsi que dans des instruments du marché monétaire et des dépôts.

L'exposition du compartiment sur la classe d'actifs actions n'est pas limitée et peut atteindre 100 % de ses actifs nets.

Le compartiment pourra atteindre son objectif en sélectionnant des OPCVM et des OPC au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive européenne 2009/65/CE investissant dans des actifs financiers éligibles tels que décrits ci-dessus, et dont les stratégies d'investissement utilisées pourront être qualifiées de méthodes de gestion dite « alternatives », sans que ces OPCVM et/ou OPC soient eux-mêmes qualifiés d'OPC alternatifs (« hedge funds »).

Le choix des OPCVM et/ou des OPC cibles pourra par exemple correspondre aux styles de gestion suivants :

- long/short action (directionnel, market neutral, tactique, stratégique, trading, etc.)
- global macro (asset allocation, tactique, stratégique, etc.)
- relative value (arbitrage, etc.)

ainsi qu'à d'autres styles de gestion de type alternative.

A ce titre, le compartiment pourra réaliser son objectif en investissant dans des OPCVM et/ou OPC remplissant les conditions ci-dessus et dont les actifs sous-jacents consisteront en indices d'actifs financiers éligibles ou dont la performance sera liée à de tels actifs de par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme par exemple les swaps de performance, tels que notamment, mais pas exclusivement, les indices de hedge funds et/ou les indices sur matières premières. Le gestionnaire veillera cependant à ce que les indices sous-jacents des OPCVM et/ou OPC visés soient constitués de manière à faire partie de la classification d'un indice financier et soient ainsi conformes aux conditions fixées par l'article 9 de la directive européenne 2007/16/CE et aux directives émises par le Autorité Européenne des Marchés Financiers (ESMA) pour la classification des indices de hedge funds en tant qu'indices financiers.

Les investissements dans des OPCVM et/ou OPC ayant recours à des méthodes de gestion dites « alternatives » impliquent des risques, incluant ceux liés aux marchés, aux taux de change entre devises et à la volatilité des taux d'intérêt. Il ne peut être donné aucune assurance que la SICAV atteindra ses objectifs. La valeur du capital et des revenus provenant d'investissements dans de tels OPCVM et/ou OPC est soumise à des variations et les investisseurs risquent de ne pas retrouver le montant initialement investi. Par ailleurs, la performance passée ne préjuge pas des résultats futurs.

A tout moment, lorsque les conditions de marché le justifient, le compartiment pourra être investi à concurrence de 100 % en liquidités et instruments du marché monétaire.

Il faut signaler que l'activité d'un OPC ou d'un compartiment qui investit dans d'autres OPC peut entraîner une redondance de certains frais. En sus des frais supportés par le compartiment dans le cadre de sa gestion quotidienne, des frais généraux et des commissions de gestion seront indirectement imputés sur les actifs du compartiment via les OPC cibles qu'il détient. Les commissions de gestion cumulées ne pourront excéder 5 %. Lorsque le compartiment investira dans des OPC gérés, de façon directe ou par délégation, par la Société de Gestion ou par toute autre société à laquelle la Société de Gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, aucune commission d'entrée ou de sortie se rattachant à l'OPC dont les parts sont acquises ne pourra être mise à charge du compartiment.

En vue d'une bonne gestion du portefeuille et/ou dans un but de couverture de ses actifs et de ses engagements, le compartiment pourra avoir recours aux techniques et instruments financiers dans les conditions et limites énoncées à la section 5. ci-dessous.

Profil de risque

Le compartiment **Excellentia Invest** est soumis aux fluctuations des marchés boursiers. L'objectif de gestion de ce compartiment correspond à un niveau de risque élevé en rapport avec les marchés boursiers.

L'attention des investisseurs est attirée sur les risques encourus par les OPCVM et/ou OPC cibles correspondant à leurs styles de gestion particuliers. Leurs styles de gestion peuvent entraîner des pertes pour ces OPCVM et/ou OPC avec des conséquences sur la valorisation du portefeuille du compartiment **Excellentia Invest**.

Politique de gestion des risques

La méthode de détermination du risque global auquel le compartiment **Excellentia Invest** est exposé ou pourrait être exposé, retenue par la Société de Gestion, est la méthode du calcul de l'engagement.

Profil des investisseurs

Le compartiment **Excellentia Invest** s'adresse à toutes catégories d'investisseurs souhaitant bénéficier de l'évolution des marchés des actions. Le compartiment s'adresse à des investisseurs qui peuvent subir certains risques liés aux placements en actions.

Devises de référence

La valeur nette d'inventaire de la classe **A** du compartiment **Excellentia Invest** est exprimée en Euro.

Les actifs nets du compartiment **Excellentia Invest** sont exprimés en Euro.

c) Excellentia Secure

Politique d'investissement

L'objectif du compartiment **Excellentia Secure** est d'obtenir une performance absolue régulière tout en préservant le capital, en investissant dans différentes classes d'actifs des marchés européens et internationaux et/ou en ayant une exposition sur ces marchés. Aucune spécialisation dans des secteurs géographiques ou économiques n'est prévue. La Société de Gestion et le Conseiller en Investissements veilleront au contraire, par le biais d'un portefeuille diversifié, à éviter une concentration des investissements sur un secteur spécifique.

Les investissements seront réalisés principalement à travers des OPCVM ou des OPC au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive européenne 2009/65/CE, réglementés, de

type ouvert et diversifiés, présentant une répartition des risques comparable à celle des OPC luxembourgeois relevant de la Partie I de la Loi de 2010.

Accessoirement, en fonction de l'environnement de marché et dans les limites prévues par la Loi de 2010, le compartiment pourra également investir directement dans des actions, des obligations, des obligations convertibles, ainsi que dans des instruments du marché monétaire et des dépôts.

L'exposition du compartiment sur la classe d'actifs actions est limitée en principe à 30 % de ses actifs nets.

Les OPC mixtes / flexibles et les OPC ayant une gestion alternative (tel que Long/Short equity, Equity market neutral et autres stratégies utilisant des actions dans leur gestion) ne sont pas pris en considération lors du calcul de cette limite.

Le compartiment pourra atteindre son objectif en sélectionnant des OPCVM et des OPC au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive européenne 2009/65/CE investissant dans des actifs financiers éligibles tels que décrits ci-dessus, et dont les stratégies d'investissement utilisées pourront être qualifiées de méthodes de gestion dite « alternatives », sans que ces OPCVM et/ou OPC soient eux-mêmes qualifiés d'OPC alternatifs (« hedge funds »).

Le choix des OPCVM et/ou des OPC cibles pourra par exemple correspondre aux styles de gestion suivants :

- long/short action (directionnel, market neutral, tactique, stratégique, trading, etc.)
- global macro (asset allocation, tactique, stratégique, etc.)
- relative value (arbitrage, etc.)

ainsi qu'à d'autres styles de gestion de type alternative.

A ce titre, le compartiment pourra réaliser son objectif en investissant dans des OPCVM et/ou OPC remplissant les conditions ci-dessus et dont les actifs sous-jacents consisteront en indices d'actifs financiers éligibles ou dont la performance sera liée à de tels actifs de par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme par exemple les swaps de performance, tels que notamment, mais pas exclusivement, les indices de hedge funds et/ou les indices sur matières premières. Le gestionnaire veillera cependant à ce que les indices sous-jacents des OPCVM et/ou OPC visés soient constitués de manière à faire partie de la classification d'un indice financier et soient ainsi conformes aux conditions fixées par l'article 9 de la directive européenne 2007/16/CE et aux directives émises par le Autorité Européenne des Marchés Financiers (ESMA) pour la classification des indices de hedge funds en tant qu'indices financiers.

Les investissements dans des OPCVM et/ou OPC ayant recours à des méthodes de gestion dites « alternatives » impliquent des risques, incluant ceux liés aux marchés, aux taux de change entre devises et à la volatilité des taux d'intérêt. Il ne peut être donné aucune assurance que la SICAV atteindra ses objectifs. La valeur du capital et des revenus provenant d'investissements dans de tels OPCVM et/ou OPC est soumise à des variations et les investisseurs risquent de ne pas retrouver le montant initialement investi. Par ailleurs, la performance passée ne préjuge pas des résultats futurs.

A tout moment, lorsque les conditions de marché le justifient, le compartiment pourra être investi à concurrence de 100 % en liquidités et instruments du marché monétaire.

Il faut signaler que l'activité d'un OPC ou d'un compartiment qui investit dans d'autres OPC peut entraîner une redondance de certains frais. En sus des frais supportés par le compartiment dans le cadre de sa gestion quotidienne, des frais généraux et des commissions de gestion seront indirectement imputés sur les actifs du compartiment via les OPC cibles qu'il détient. Les commissions de gestion cumulées ne pourront excéder 5 %. Lorsque le compartiment investira dans des OPC gérés, de façon directe ou par délégation, par la Société de Gestion ou par toute autre société à laquelle la Société de Gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, aucune commission d'entrée ou de sortie se rattachant à l'OPC dont les parts sont acquises ne pourra être mise à charge du compartiment.

En vue d'une bonne gestion du portefeuille et/ou dans un but de couverture de ses actifs et de ses engagements, le compartiment pourra avoir recours aux techniques et instruments financiers dans les conditions et limites énoncées à la section 5. ci-dessous.

Profil de risque

Le terme « **Secure** » n'est pas à interpréter comme une quelconque garantie de rendement ou de capital.

Le compartiment **Excellentia Secure** est soumis aux fluctuations des marchés boursiers. L'objectif de gestion de ce compartiment correspond à un niveau de risque modéré en rapport avec les marchés boursiers.

L'attention des investisseurs est attirée sur les risques encourus par les OPCVM et/ou OPC cibles correspondant à leurs styles de gestion particuliers. Leurs styles de gestion peuvent entraîner des pertes pour ces OPCVM et/ou OPC avec des conséquences sur la valorisation du portefeuille du compartiment **Excellentia Secure**.

Politique de gestion des risques

La méthode de détermination du risque global auquel le compartiment **Excellentia Secure** est exposé ou pourrait être exposé, retenue par la Société de Gestion, est la méthode du calcul de l'engagement.

Profil des investisseurs

Le compartiment **Excellentia Secure** s'adresse à toutes catégories d'investisseurs souhaitant bénéficier de l'évolution des marchés obligataires. Le compartiment s'adresse à des investisseurs qui peuvent subir certains risques liés à un portefeuille de type obligataire / mixte défensif.

Devises de référence

La valeur nette d'inventaire de la classe **A** du compartiment **Excellentia Secure** est exprimée en Euro.

Les actifs nets du compartiment **Excellentia Secure** sont exprimés en Euro.

d) **Excellentia Money**

Politique d'investissement

L'objectif du compartiment **Excellentia Money** est d'obtenir une performance similaire à celle du marché monétaire tout en préservant le capital, sur les marchés européens et internationaux et/ou en ayant une exposition sur ces marchés. Aucune spécialisation dans des secteurs géographiques ou économiques n'est prévue. La Société de Gestion et le Conseiller en Investissements veilleront au contraire, par le biais d'un portefeuille diversifié, à éviter une concentration des investissements sur un secteur spécifique.

Les investissements seront réalisés principalement à travers des OPCVM ou des OPC au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive européenne 2009/65/CE, réglementés, de type ouvert et diversifiés, présentant une répartition des risques comparable à celle des OPC luxembourgeois relevant de la Partie I de la Loi de 2010. Il s'agira principalement d'OPCVM ou d'OPC monétaires et d'OPCVM ou d'OPC obligataires court terme.

Accessoirement, en fonction de l'environnement de marché et dans les limites prévues par la Loi de 2010, le compartiment pourra également investir directement dans des instruments du marché monétaire et des dépôts, ainsi que dans des instruments obligataires.

Le compartiment pourra atteindre son objectif en sélectionnant des OPCVM et des OPC au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive européenne 2009/65/CE investissant dans des actifs financiers éligibles tels que décrits ci-dessus, et dont les stratégies d'investissement utilisées pourront être qualifiées de méthodes de gestion dite « alternatives », sans que ces OPCVM et/ou OPC soient eux-mêmes qualifiés d'OPC alternatifs (« hedge funds »).

Le choix des OPCVM et/ou des OPC cibles pourra par exemple correspondre aux styles de gestion suivants :

- long/short action (directionnel, market neutral, tactique, stratégique, trading, etc.)
- global macro (asset allocation, tactique, stratégique, etc.)
- relative value (arbitrage, etc.)

ainsi qu'à d'autres styles de gestion de type alternative.

A ce titre, le compartiment pourra réaliser son objectif en investissant dans des OPCVM et/ou OPC remplissant les conditions ci-dessus et dont les actifs sous-jacents consisteront en indices d'actifs financiers éligibles ou dont la performance sera liée à de tels actifs de par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme par exemple les swaps de performance, tels que notamment, mais pas exclusivement, les indices de hedge funds et/ou les indices sur matières premières. Le gestionnaire veillera cependant à ce que les indices sous-jacents des OPCVM et/ou OPC visés soient constitués de manière à faire partie de la classification d'un indice financier et soient ainsi conformes aux conditions fixées par l'article 9 de la directive européenne 2007/16/CE et aux directives émises par

le Autorité Européenne des Marchés Financiers (ESMA) pour la classification des indices de hedge funds en tant qu'indices financiers.

Les investissements dans des OPCVM et/ou OPC ayant recours à des méthodes de gestion dites « alternatives » impliquent des risques, incluant ceux liés aux marchés, aux taux de change entre devises et à la volatilité des taux d'intérêt. Il ne peut être donné aucune assurance que la SICAV atteindra ses objectifs. La valeur du capital et des revenus provenant d'investissements dans de tels OPCVM et/ou OPC est soumise à des variations et les investisseurs risquent de ne pas retrouver le montant initialement investi. Par ailleurs, la performance passée ne préjuge pas des résultats futurs.

A tout moment, lorsque les conditions de marché le justifient, le compartiment pourra être investi à concurrence de 100 % en liquidités et instruments du marché monétaire.

Il faut signaler que l'activité d'un OPC ou d'un compartiment qui investit dans d'autres OPC peut entraîner une redondance de certains frais. En sus des frais supportés par le compartiment dans le cadre de sa gestion quotidienne, des frais généraux et des commissions de gestion seront indirectement imputés sur les actifs du compartiment via les OPC cibles qu'il détient. Les commissions de gestion cumulées ne pourront excéder 5 %. Lorsque le compartiment investira dans des OPC gérés, de façon directe ou par délégation, par la Société de Gestion ou par toute autre société à laquelle la Société de Gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, aucune commission d'entrée ou de sortie se rattachant à l'OPC dont les parts sont acquises ne pourra être mise à charge du compartiment.

En vue d'une bonne gestion du portefeuille et/ou dans un but de couverture de ses actifs et de ses engagements, le compartiment pourra avoir recours aux techniques et instruments financiers dans les conditions et limites énoncées à la section 5. ci-dessous.

Profil de risque

Le compartiment **Excellentia Money** est soumis aux fluctuations des marchés monétaires. L'objectif de gestion de ce compartiment correspond à un niveau de risque faible en rapport avec les marchés boursiers.

L'attention des investisseurs est attirée sur les risques encourus par les OPCVM et/ou OPC cibles correspondant à leurs styles de gestion particuliers. Leurs styles de gestion peuvent entraîner des pertes pour ces OPCVM et/ou OPC avec des conséquences sur la valorisation du portefeuille du compartiment **Excellentia Money**.

Politique de gestion des risques

La méthode de détermination du risque global auquel le compartiment **Excellentia Money** est exposé ou pourrait être exposé, retenue par la Société de Gestion, est la méthode du calcul de l'engagement.

Profil des investisseurs

Le compartiment **Excellentia Money** s'adresse à toutes catégories d'investisseurs souhaitant bénéficier de l'évolution des marchés monétaires et obligataires court terme. Le compartiment s'adresse à des investisseurs qui peuvent subir certains risques monétaires.

Devises de référence

La valeur nette d'inventaire de la classe **A** du compartiment **Excellentia Money** est exprimée en Euro.

Les actifs nets du compartiment **Excellentia Money** sont exprimés en Euro.

3. ACTIFS FINANCIERS ELIGIBLES

Les placements des différents compartiments de la SICAV doivent être constitués exclusivement de:

Valeurs mobilières et instruments du marché monétaire

- a) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés ou négociés sur un marché réglementé tel que reconnu par son Etat membre d'origine et inscrit sur la liste des marchés réglementés publiée dans le Journal Officiel de l'Union Européenne ("UE") ou sur son site Web officiel (ci-après "Marché Réglementé");
- b) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'UE, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public;
- c) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociés sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public d'un Etat d'Europe qui ne fait pas partie de l'UE, d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Australie ou d'Océanie;
- d) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis pour autant que (i) les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, soit introduite et que (ii) l'admission soit obtenue au plus tard un an après l'émission;
- e) instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un marché réglementé, pour autant que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient soumis eux-mêmes à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient:
 - émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale, par une banque centrale d'un Etat membre de l'UE, par la Banque Centrale Européenne, par l'UE ou par la Banque Européenne d'Investissement, par un Etat tiers ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'UE; ou
 - émis par une entreprise dont des titres sont négociés sur les marchés réglementés visés aux points a), b) et c) ci-dessus; ou

- émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire; ou
- émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues aux premier, deuxième ou troisième tirets, et que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à dix millions d'euros (10.000.000,- EUR) et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la directive 78/660/CEE, soit une entité qui, au sein d'un groupe de sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.

Tout compartiment de la SICAV pourra en outre placer ses actifs nets à concurrence de 10 % au maximum dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire autres que ceux visés aux points a) à e) ci-dessus.

Parts d'organismes de placement collectif

- f) parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières ("OPCVM") et/ou d'autres organismes de placement collectif ("OPC") au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive européenne 2009/65/CE, qu'ils se situent ou non dans un Etat membre de l'UE, à condition que:
- ces autres OPC soient agréés conformément à une législation prévoyant que ces organismes sont soumis à une surveillance que la CSSF considère comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire et que la coopération entre les autorités soit suffisamment garantie;
 - le niveau de protection garantie aux détenteurs de parts de ces autres OPC soit équivalent à celui prévu pour les détenteurs de parts d'un OPCVM et, en particulier, que les règles relatives à la division des actifs, aux emprunts, aux prêts, aux ventes à découvert de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire soient équivalentes aux exigences de la directive européenne 2009/65/CE;
 - les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation de l'actif et du passif, des bénéfices et des opérations de la période considérée;
 - la proportion d'actifs des OPCVM ou de ces autres OPC dont l'acquisition est envisagée, qui, conformément à leurs documents constitutifs, peut être investie globalement dans des parts d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10 %.

Dépôts auprès d'un établissement de crédit

- g) dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois, à condition que l'établissement de crédit ait son siège statutaire dans un Etat membre de l'UE ou, si le siège statutaire de l'établissement de crédit est situé dans un pays tiers, soit soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire.

Instruments financiers dérivés

- h) instruments financiers dérivés, y compris les instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, qui sont négociés sur un marché réglementé du type visé aux points a), b) et c) ci-dessus, et/ou instruments financiers dérivés négociés de gré à gré (" instruments dérivés de gré à gré "), à condition que:
- le sous-jacent consiste en instruments décrits aux points a) à g) ci-dessus, en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou en devises, dans lesquels la SICAV peut effectuer des placements conformément à ses objectifs d'investissement;
 - les contreparties aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré soient des établissements de crédit soumis à une surveillance prudentielle et appartenant aux catégories agréées par la CSSF; et
 - les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative de la SICAV, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur; et
 - qu'en aucun cas, ces opérations ne conduisent la SICAV à s'écarter de ses objectifs d'investissement.

La SICAV peut notamment intervenir dans des opérations portant sur des options, des contrats à terme sur instruments financiers et sur des options sur de tels contrats.

La SICAV peut à titre accessoire détenir des liquidités.

4. RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT

Valeurs mobilières et instruments du marché monétaire

1. La SICAV s'interdit de placer ses actifs nets en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur dans une proportion qui excède les limites fixées ci-après, étant entendu que (i) ces limites sont à respecter au sein de chaque compartiment et que (ii) les sociétés émettrices qui sont regroupées aux fins de la consolidation des comptes sont à considérer comme une seule entité pour le calcul des limitations décrites aux points a) à e) ci-dessous.
- a) Un compartiment ne peut placer plus de 10 % de ses actifs nets dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis par une même entité.

En outre, la valeur totale des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire détenus par le compartiment dans les émetteurs dans lesquels il place plus de 5 % de ses actifs nets

ne peut dépasser 40 % de la valeur de ses actifs nets. Cette limite ne s'applique pas aux dépôts auprès d'établissements financiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré avec ces établissements.

- b) Un même compartiment peut investir cumulativement jusqu'à 20 % de ses actifs nets dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même groupe.
- c) La limite de 10 % visée au point a) ci-dessus peut être portée à 35 % maximum lorsque les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par un Etat membre de l'UE, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat qui ne fait pas partie de l'UE ou par des organismes internationaux à caractère public dont un ou plusieurs Etats membres de l'UE font partie.
- d) La limite de 10 % visée au point a) ci-dessus peut être portée à 25 % maximum pour certaines obligations lorsqu'elles sont émises par un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'UE et soumis, en vertu d'une loi, à un contrôle public particulier visant à protéger les détenteurs de ces obligations. En particulier, les sommes provenant de l'émission de ces obligations doivent être investies, conformément à la loi, dans des actifs qui couvrent à suffisance, pendant toute la durée de validité des obligations, les engagements en découlant et qui sont affectés par privilège au remboursement du capital et au paiement des intérêts courus en cas de défaillance de l'émetteur. Dans la mesure où un compartiment place plus de 5 % de ses actifs nets dans des obligations visées ci-dessus et émises par un même émetteur, la valeur totale de ces placements ne peut pas dépasser 80 % de la valeur de ses actifs nets.
- e) Les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire visés aux points c) et d) ci-dessus ne sont pas pris en compte pour l'application de la limite de 40 % prévue au point a) ci-dessus.
- f) **Par dérogation, tout compartiment est autorisé à investir, selon le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100 % de ses actifs nets dans différentes émissions de valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'UE, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat qui fait partie de l'OCDE ou par des organismes internationaux à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'UE.**

Si un compartiment fait usage de cette dernière possibilité, il doit alors détenir des valeurs appartenant à 6 émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une même émission puissent excéder 30 % du montant total des actifs nets.

- g) Sans préjudice des limites posées sous le point 8. ci-après, la limite de 10 % visée au point a) ci-dessus est portée à un maximum de 20 % pour les placements en actions et/ou en titres de créance émis par une même entité, lorsque la politique de placement du compartiment a pour but de reproduire la composition d'un indice d'actions ou de titres de créance précis qui est reconnu par la CSSF, sur les bases suivantes:
 - la composition de l'indice est suffisamment diversifiée,
 - l'indice constitue un étalon représentatif du marché auquel il se réfère,

- il fait l'objet d'une publication appropriée.

La limite de 20 % est portée à 35 % lorsque cela s'avère justifié par des conditions exceptionnelles sur les marchés, notamment sur des marchés réglementés où certaines valeurs mobilières ou certains instruments du marché monétaire sont largement dominants. L'investissement jusqu'à cette limite n'est permis que pour un seul émetteur.

Dépôts auprès d'un établissement de crédit

2. La SICAV ne peut investir plus de 20 % des actifs nets de chaque compartiment dans des dépôts bancaires placés auprès de la même entité. Les sociétés qui sont regroupées aux fins de la consolidation des comptes sont à considérer comme une seule entité pour le calcul de cette limitation.

Instruments financiers dérivés

3.
 - a) Le risque de contrepartie dans une transaction sur instruments dérivés de gré à gré ne peut excéder 10 % des actifs nets du compartiment lorsque la contrepartie est un des établissements de crédit visés à la section 3. point g) ci-dessus, ou 5 % de ses actifs nets dans les autres cas.
 - b) Les investissements dans des instruments financiers dérivés peuvent être réalisés pour autant que, globalement, les risques auxquels sont exposés les actifs sous-jacents n'excèdent pas les limites d'investissement fixées aux points 1. a) à e), 2., 3. a) ci-dessus et 6. et 7. ci-dessous. Lorsque la SICAV investit dans des instruments financiers dérivés fondés sur un indice, ces investissements ne sont pas nécessairement combinés aux limites fixées aux points 1. a) à e), 2., 3. a) ci-dessus et 6. et 7. ci-dessous.
 - c) Lorsqu'une valeur mobilière ou un instrument du marché monétaire comporte un instrument financier dérivé, ce dernier doit être pris en compte lors de l'application des dispositions énoncées aux points 3. d) et 7. ci-dessous, ainsi que pour l'appréciation des risques associés aux transactions sur instruments financiers dérivés, si bien que le risque global lié aux instruments financiers dérivés n'excède pas la valeur nette totale des actifs.
 - d) Chaque compartiment veille à ce que le risque global lié aux instruments financiers dérivés n'excède pas la valeur nette totale de son portefeuille. Les risques sont calculés en tenant compte de la valeur courante des actifs sous-jacents, du risque de contrepartie, de l'évolution prévisible des marchés et du temps disponible pour liquider les positions.

Parts d'organismes de placement collectif

Sous réserve d'autres dispositions particulières plus contraignantes relatives à un compartiment donné et décrites à la section 2. ci-dessus le cas échéant:

4.
 - a) La SICAV ne peut pas investir plus de 20 % des actifs nets de chaque compartiment dans les parts d'un même OPCVM ou autre OPC de type ouvert, tels que définis dans la section 3. point f) ci-dessus.

- b) Les placements dans des parts d'OPC autres que les OPCVM ne peuvent dépasser, au total, 30 % des actifs nets de la SICAV.

Lorsqu'un compartiment a acquis des parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC, les actifs de ces OPCVM ou autres OPC ne sont pas combinés aux fins des limites prévues aux point 8.a) à e) ci-dessous.

- c) Lorsque la SICAV investit dans les parts d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC qui sont gérés, de façon directe ou par délégation, par la même Société de Gestion ou par toute autre société à laquelle la Société de Gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, la Société de Gestion ou l'autre société ne peut facturer des commissions de souscription ou de rachat pour l'investissement de la SICAV dans les parts d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC.

Le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être facturées à la fois à la SICAV et aux OPCVM et/ou autres OPC dans lesquels la SICAV entend investir, sera celui indiqué dans la politique d'investissement particulière du compartiment concerné.

Dans la mesure où cet OPCVM ou OPC est une entité juridique à compartiments multiples où les actifs d'un compartiment répondent exclusivement des droits des investisseurs relatifs à ce compartiment et de ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment, chaque compartiment est à considérer comme un émetteur distinct pour l'application des règles de répartition des risques ci-dessus.

Compartiments de la SICAV

5. Chaque compartiment peut souscrire, acquérir et/ou détenir des actions émises ou à émettre par un ou plusieurs autres compartiments de la SICAV jusqu'à 10 % de ses actifs nets sous réserve toutefois que:
- le compartiment cible n'investit pas à son tour dans le compartiment qui est investi dans ce compartiment cible; et
 - la proportion d'actifs que les compartiments cibles dont l'acquisition est envisagée, peuvent investir globalement dans des parts d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC ne dépasse pas 10 %; et
 - le droit de vote attaché aux titres concernés sera suspendu aussi longtemps qu'ils seront détenus par le compartiment en question; et
 - aussi longtemps que ces titres seront détenus par la SICAV leur valeur ne sera pas prise en compte pour le calcul de l'actif net de la SICAV aux fins de vérification du seuil minimum des actifs nets imposé par la Loi de 2010; et
 - il n'y a pas de dédoublement de commissions de gestion/souscription ou de rachat entre ces commissions au niveau du compartiment de la SICAV ayant investi dans le compartiment cible et ce compartiment cible.

Limites combinées

6. Nonobstant les limites individuelles fixées aux points 1. a), 2. et 3. a) ci-dessus, un compartiment ne peut pas combiner:
- des investissements dans des valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire émis par une même entité,
 - des dépôts auprès d'une même entité, et/ou
 - des risques découlant de transactions sur des instruments dérivés de gré à gré avec une seule entité,
- qui soient supérieurs à 20 % de ses actifs nets.
7. Les limites prévues aux points 1. a), 1. c), 1. d), 2., 3. a) et 6. ne peuvent pas être cumulées et, de ce fait, les placements dans les valeurs mobilières et dans les instruments du marché monétaire d'un même émetteur effectués conformément aux points 1. a), 1. c), 1. d), 2., 3. a) et 6. ne peuvent pas, en tout état de cause, dépasser au total 35 % des actifs nets du compartiment concerné.

Limitations quant au contrôle

8. a) La SICAV ne peut acquérir des actions assorties du droit de vote et lui permettant d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur.
- b) La SICAV s'interdit d'acquérir plus de 10 % d'actions sans droit de vote d'un même émetteur.
- c) La SICAV s'interdit d'acquérir plus de 10 % de titres de créance d'un même émetteur.
- d) La SICAV s'interdit d'acquérir plus de 10 % d'instruments du marché monétaire d'un même émetteur.
- e) La SICAV s'interdit d'acquérir plus de 25 % des parts d'un même OPCVM et/ou autre OPC.

Les limites prévues aux points 8. c) à e) ci-dessus peuvent ne pas être respectées au moment de l'acquisition si, à ce moment-là, le montant brut des titres de créance ou des instruments du marché monétaire, ou le montant net des titres émis, ne peut être calculé.

Les limites prévues aux points 8. a) à e) ci-dessus ne sont pas d'application en ce qui concerne:

- les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'UE ou par ses collectivités publiques territoriales;
- les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat qui ne fait pas partie de l'UE;
- les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis par des organismes internationaux à caractère public dont un ou plusieurs Etats membres de l'UE font partie;

- les actions détenues dans le capital d'une société d'un Etat tiers à l'UE, sous réserve que (i) cette société investisse ses actifs essentiellement en titres d'émetteurs ressortissant de cet Etat lorsque, (ii) en vertu de la législation de cet Etat, une telle participation constitue pour la SICAV la seule possibilité d'investir en titres d'émetteurs de cet Etat, et (iii) cette société respecte dans sa politique de placement les règles de diversification du risque, de contrepartie et de limitation du contrôle énoncées aux points 1. a), 1. c), 1. d), 2., 3. a), 4. a) et b), 6., 7. et 8. a) à e) ci-dessus;
- les actions détenues dans le capital des sociétés filiales exerçant uniquement au profit exclusif de la SICAV des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays où la filiale est située en ce qui concerne le rachat de parts à la demande des actionnaires.

Emprunts

9. Chaque compartiment est autorisé à emprunter à concurrence de 10 % de ses actifs nets pour autant qu'il s'agisse d'emprunts temporaires. Chaque compartiment pourra également acquérir des devises par le truchement de prêts croisés en devises (*back-to-back loans*).

Les engagements en rapport avec des contrats d'options, des achats et ventes de contrats à terme ne sont pas considérés comme des emprunts pour le calcul de la présente limite d'investissement.

Enfin, la SICAV s'assure que les placements de chaque compartiment respectent les règles suivantes:

10. La SICAV ne peut ni octroyer de crédits ou se porter garante pour le compte de tiers. Cette restriction ne fait pas obstacle à l'acquisition de valeurs mobilières, d'instruments du marché monétaire ou d'autres instruments financiers non entièrement libérés.
11. La SICAV ne peut pas effectuer des ventes à découvert de valeurs mobilières, d'instruments du marché monétaire ou d'autres instruments financiers mentionnés sous la section 3. points e), f) et h) ci-dessus.
12. La SICAV ne peut pas acquérir des biens immobiliers, sauf si de telles acquisitions sont indispensables à l'exercice direct de son activité.
13. La SICAV ne peut pas acquérir des matières premières, des métaux précieux ou encore des certificats représentatifs de ceux-ci.
14. La SICAV ne peut pas utiliser ses actifs pour garantir des valeurs.
15. La SICAV ne peut pas émettre des warrants ou d'autres instruments conférant le droit d'acquérir des actions de la SICAV.

Nonobstant toutes les dispositions précitées:

16. Les limites fixées précédemment peuvent ne pas être respectées lors de l'exercice des droits de souscription afférents à des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire qui font partie des actifs du compartiment concerné.

Tout en veillant au respect du principe de la répartition des risques, la SICAV peut déroger aux limites fixées précédemment pendant une période de 6 mois suivant la date de son agrément ou de l'agrément de tout nouveau compartiment créé ultérieurement.

17. Lorsque les pourcentages maxima ci-dessus sont dépassés indépendamment de la volonté de la SICAV ou par suite de l'exercice de droits attachés aux titres en portefeuille, la SICAV doit, dans ses opérations de vente, avoir pour objectif prioritaire la régularisation de la situation en tenant compte de l'intérêt des actionnaires.

La SICAV se réserve le droit d'introduire, à tout moment, d'autres restrictions d'investissement, pour autant que celles-ci soient indispensables pour se conformer aux lois et règlements en vigueur dans certains Etats où les actions de la SICAV pourraient être offertes et vendues.

5. TECHNIQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Sous réserve des dispositions particulières reprises dans la politique d'investissement de chaque compartiment (chapitre III section 2. « Objectifs et Politiques d'investissement, Profil de risque et Profil des investisseurs des différents compartiments »), la SICAV peut recourir aux techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire tels que le prêt et l'emprunt de titres, les opérations à réméré et les opérations de prise et de mise en pension, dans une optique de gestion efficace du portefeuille, aux conditions et dans les limites fixées par la loi, la réglementation et la pratique administrative, tel que décrit ci-dessous.

A ce jour, la SICAV n'a pas recours à ces techniques et instruments. En cas de changement, le contenu du prospectus, Chapitre 3 section 2, sera mis à jour en conséquence pour le(s) compartiment(s) concerné(s). La mise à jour du prospectus sera également étendue à la politique concernant les coûts et frais opérationnels directs et indirects découlant des techniques de gestion efficace de portefeuille et qui peuvent être déduits du revenu délivré à la SICAV.

Ces coûts et frais ne devraient pas comprendre des revenus cachés. La SICAV devrait mentionner l'identité des entités auxquelles les coûts et frais directs et indirects sont payés et indiquer si ces entités sont liées à la Société de Gestion ou à la Banque Dépositaire.

Les expositions nettes (c'est-à-dire les expositions de chaque compartiment moins les sûretés reçues par le compartiment concerné) envers une contrepartie résultant d'opérations de prêt et d'emprunt de titres, à réméré et les opérations de prise et de mise en pension doivent être prises en compte dans la limite de 20 % fixée à la section 4. point 6. ci-dessus. Il est permis à la SICAV de prendre en considération une sûreté conforme aux exigences formulées sous le point c) ci-dessous pour réduire le risque de contrepartie dans les opérations de prêt et d'emprunt de titres, dans les opérations à réméré et/ou de mise/prise en pension.

a) Prêts et emprunts de titres

Chaque compartiment pourra prêter et emprunter des titres aux conditions et dans les limites suivantes :

- Chaque compartiment pourra prêter les titres qu'il détient, par l'intermédiaire d'un système standardisé de prêt organisé par un organisme reconnu de compensation de titres ou par une

institution financière soumis à une surveillance prudentielle considérée par l'Autorité de Supervision comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire et spécialisée dans ce type d'opérations.

L'emprunteur des titres doit également être soumis à une surveillance prudentielle considérée par l'Autorité de Supervision comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire. Au cas où l'institution financière précitée agit pour compte propre, elle est à considérer comme contrepartie au contrat de prêt de titres.

- Les compartiments étant ouverts au rachat, chaque compartiment concerné doit être en mesure d'obtenir à tout instant la résiliation du contrat et la restitution des titres prêtés. Dans le cas contraire, chaque compartiment doit veiller à maintenir l'importance des opérations de prêts de titres à un niveau tel qu'il lui est à tout instant possible de satisfaire à son obligation de racheter les actions.
- Chaque compartiment devra recevoir préalablement ou simultanément au transfert des titres prêtés une sûreté conforme aux exigences formulées sous la section C. ci-dessous. A la fin du contrat de prêt, la remise de la sûreté s'effectuera simultanément ou postérieurement à la restitution des titres prêtés.
- Chaque compartiment pourra emprunter des titres uniquement dans les cas particuliers suivants liés à la liquidation des opérations de ventes de titres : (i) lorsque les titres sont en cours d'enregistrement ; (ii) lorsque les titres ont été prêtés et n'ont pas été retournés à temps ; et (iii) pour éviter un retard de liquidation lorsque le Dépositaire n'est pas en mesure de livrer les titres vendus.

b) Opérations à réméré et opérations de prise/ mise en pension

Chaque compartiment pourra s'engager dans des opérations à réméré qui consistent dans des achats et des ventes de titres dont les clauses réservent au vendeur le droit de racheter de l'acquéreur les titres vendus à un prix et à un terme stipulés entre les deux parties lors de la conclusion du contrat.

Chaque compartiment pourra s'engager dans des opérations de prise ou de mise en pension qui consistent dans des achats et des ventes de titres au terme desquels le cédant/vendeur a l'obligation de reprendre les titres mis en pension à un prix et à un terme stipulés entre les deux parties lors de la conclusion du contrat.

Chaque compartiment pourra intervenir soit en qualité d'acheteur, soit en qualité de vendeur dans des opérations à réméré et dans des opérations de prise ou de mise en pension.

Chaque compartiment ne pourra traiter qu'avec des contreparties soumises à une surveillance prudentielle considérée par la CSSF comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire.

Les titres faisant l'objet d'un achat à réméré ou d'une mise ou d'une prise en pension ne peuvent être que sous la forme de :

- (a) Certificats bancaires à court terme ou des instruments du marché monétaire repris dans le chapitre III section 3. points a) à e), ou

- (b) obligations émises et/ou garanties par un Etat membre de l'OCDE ou par leurs collectivités publiques territoriales ou par les institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial, ou
- (c) obligations émises par des émetteurs non-gouvernementaux offrant une liquidité adéquate, ou
- (d) actions ou parts émises par des OPC de type monétaire calculant une valeur nette d'inventaire quotidiennement et classés triple A ou toute autre forme de rating considérée comme équivalente, ou
- (e) actions cotées ou négociées sur un marché réglementé d'un Etat membre de l'UE ou sur une bourse d'un Etat membre de l'OCDE et incluses dans un indice important.

Pendant la durée de vie d'un contrat d'achat à réméré, de prise en pension ou de mise en pension, chaque compartiment concerné ne pourra vendre ou donner en gage/garantie les titres qui font l'objet de ce contrat avant que le rachat des titres par la contrepartie ne soit exercé ou que le délai de rachat n'ait expiré sauf si le compartiment dispose d'autres moyens de couverture.

Les compartiments étant ouverts au rachat, chaque compartiment doit veiller à maintenir l'importance des opérations d'achats à réméré et de prises ou de mises en pension à un niveau tel qu'il lui est à tout instant possible de satisfaire à son obligation de racheter les actions.

Les titres que chaque compartiment reçoit dans le cadre d'un contrat d'achat à réméré, de prise en pension ou de mise en pension doivent faire partie des actifs éligibles de par la politique d'investissement définie sous le chapitre III sections 2. et 3.. Pour satisfaire aux obligations reprises dans le chapitre III section 4., chaque compartiment tiendra compte des positions détenues directement ou indirectement par le biais de transactions à réméré et de prise ou de mise en pension.

c) Gestion du collatéral

Les expositions découlant des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré et de techniques de gestion efficace de portefeuille sont à combiner pour les besoins du calcul des limites de risque de contrepartie visées à l'Article 43 de la Loi de 2010

Le collatéral utilisé à des fins d'atténuation du risque de contrepartie résultant de transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré et de techniques de gestion efficace de portefeuille doit respecter les règles suivantes :

- a) Liquidité – tout collatéral reçu autre que sous forme d'espèces doit être extrêmement liquide et négocié sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation avec un prix transparent de sorte qu'il puisse être vendu rapidement à un prix proche de celui évalué avant la vente. Le collatéral reçu doit également être conforme aux dispositions de l'Article 48 de la Loi de 2010 ;
- b) Evaluation – le collatéral reçu doit être évalué sur une base journalière et les actifs qui font preuve d'une forte volatilité ne peuvent être acceptés comme collatéral à moins que soit mise en place une politique de décote ;
- c) Qualité du crédit de l'émetteur – le collatéral reçu doit être d'excellente qualité ;
- d) Corrélation – le collatéral reçu par la SICAV doit être émis par une entité indépendante de la contrepartie et qui n'affiche pas une forte corrélation avec la performance de la contrepartie.
- e) Diversification du collatéral (concentration des actifs) – le collatéral doit être suffisamment diversifié en terme de pays, de marchés et d'émetteurs. Le critère de diversification suffisante par rapport à la concentration de l'émetteur est considéré comme étant respecté si la SICAV reçoit, en contrepartie des transactions aux fins de gestion efficace du portefeuille et des transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré , un panier des garanties financières (collatéral) avec une exposition maximum de 20% de la valeur de l'actif net pour un émetteur donné. Lorsque les OPCVM sont exposés à différentes contreparties, les différents paniers de garanties financières (collatéral) doivent être cumulés pour comptabiliser les 20% de limite d'exposition à un seul émetteur. A titre de dérogation, le collatéral de la SICAV peut être entièrement composé de valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, par une ou plusieurs collectivités publiques territoriales, par un pays tiers ou par un organisme international à caractère public dont un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne font partie. La SICAV devra détenir des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que ces valeurs appartenant à une même émission ne puissent excéder 30% de la valeur nette d'inventaire de la SICAV.
- f) Les risques liés à la gestion du collatéral, tels que les risques opérationnels et juridiques, doivent être couverts par le « risk management process ».
- g) En cas de transfert de propriété, le collatéral reçu devra être détenu par la Banque Dépositaire de la SICAV. Dans les autres cas, le collatéral peut être détenu par un tiers dépositaire qui est soumis à une surveillance prudentielle, et qui doit être sans rapport avec l'entité fournissant le collatéral.

- h) Le collatéral reçu doit pouvoir être pleinement utilisable par la SICAV à tout moment sans mention ou accord de la contrepartie.
- i) Le collatéral autre que sous forme d'espèces ne peut pas être vendu, réinvesti ou mis en gage.
- j) En cas de réception de collatéral sous forme d'espèces, celui-ci doit uniquement être :
 - placé en dépôt auprès d'une entité telle que prévu à l'article 41(1) (f) de la Loi de 2010 ;
 - investi dans des obligations gouvernementales de haute qualité
 - utilisées aux fins de transactions de prise en pension (reverse repurchase transactions), à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que la SICAV puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus; investi dans des OPC de type monétaire à court terme tel que défini par les recommandations CESR /10-049 sur la définition générale des fonds du marché monétaire européen.

Le collatéral réinvesti sera diversifié en conformité avec les exigences de diversification applicables au collatéral sous forme d'espèces énoncées ci-dessus.

Suivant les critères énoncés ci-dessus, le collatéral admissible inclut :

- Les espèces émises dans la devise de la SICAV (ou du compartiment concerné) et les instruments du marché monétaire émis par une entité ayant une notation externe de crédit de AA- ou supérieure ;
- Les titres négociables représentant des créances ou des créances garanties par les banques centrales des juridictions compétentes, les organismes non gouvernementaux du secteur public, la Banque des Règlements Internationaux, le Fonds Monétaire International, la Commission Européenne, étant donné qu'ils sont échangés sur un marché suffisamment large et actif caractérisé par un faible niveau de concentration ;
- Les titres négociables de créances ou créances garanties par les juridictions compétentes, leurs banques centrales, organismes non gouvernementaux du secteur public, les banques multilatérales de développement, ayant une note de crédit de A- ou supérieure ;
- Actions ou parts émises par un OPC de type monétaire, satisfaisant aux conditions des recommandations CESR/10-049 sur la définition commune des fonds du Marché Financier Européen, offrant une liquidité journalière, calculant une valeur nette d'inventaire journalière et ayant une notation de AAA ou équivalente ;
- Actions ou parts émises par un OPCVM, offrant une liquidité journalière et investissant essentiellement dans des obligations et des actions remplissant les 2 conditions ci-dessous :
 - Les titres de créances avec une notation externe au moins équivalente à l' « Investment Grade »
 - Actions et obligations convertibles négociées sur un marché réglementé, à condition que ces actions soient incluses dans un indice principal.

La SICAV a mis en place la politique de décote suivante :

| Type de collatéral | Décote appliquée |
|--------------------|------------------|
|--------------------|------------------|

EXCELLENTIA SICAV

| | | | |
|--|----------------------------------|----------|---------------|
| 1. Espèces sur base de la devise de la SICAV | 0% | | |
| 2. Espèces dans une autre devise | 1% - 10% | | |
| 3. Instruments du marché monétaire ayant une notation de crédit externe de AA- ou supérieure ¹ | 0.5% - 2% | | |
| 4. Titres de créance ² | Durée résiduelle de l'obligation | | |
| | Moins d'1 an | 1-5 ans | Plus de 5 ans |
| Obligations émises ou garanties par un Etat membre de l'Union Européenne ayant une notation de crédit externe au moins équivalente à AA- | 0.25% - 3% | 2% - 5% | 5% - 10% |
| Dettes souveraines ayant une notation de crédit externe de AA ou supérieure. | 0.25% - 3% | 2% - 5% | 5% - 10% |
| Titres de créance ayant une notation de crédit externe de A ou supérieure. | 1% - 5% | 6% - 12% | 10% - 15% |
| 5. Parts négociées sur un marché réglementé et inclus dans un indice principal (indice européen ou américain) | 15% - 25% | | |

A tout moment, selon les conditions de marché et si l'intérêt de la SICAV le nécessite, la Société de Gestion se réserve le droit de modifier le niveau de la décote.

Le collatéral reçu en espèces ne peut être placé que dans :

- Des dettes étrangères qualifiées de haute qualité et/ou des créances garanties par une juridiction qualifiée soumise à une notation équivalente à AAA-
- Toutes autres obligations gouvernementales considérées sans risque en référence à une notation équivalente à AAA-
- Des fonds du marché monétaire à court terme, soumis à une notation équivalente à AAA-
- Des obligations de société plain vanilla (classique) ou des instruments du marché monétaire plain vanilla avec une courte maturité (généralement 3 mois) d'émetteurs membres des pays de l'OECD soumis à une notation équivalente à AAA-

Les dispositions ci-dessus sont conformes avec les recommandations de l'ESMA 2014/937 sur les ETFs et autres OPCVM La Société de Gestion doit s'assurer à tout moment d'être en accord avec les nouvelles exigences ou modifications des exigences de l'ESMA dès leur entrée en vigueur.

¹ Si des instruments du marché monétaire (« MMI ») sont négociés au-dessus de la valeur au pair, une décote sera appliquée à la valeur nominale du MMI.

² Si des titres de créances sont négociés au dessus de la valeur au pair, une décote sera appliquée à la valeur nominale de l'instrument.

IV. LES ACTIONS

1. GENERALITES

Le capital de la SICAV est représenté par les actifs des différents compartiments de la SICAV. Les souscriptions sont investies dans les avoirs du compartiment concerné.

Toutes les actions de la SICAV doivent être entièrement libérées. Leur émission n'est pas limitée en nombre.

Les actions de chaque compartiment sont sans mention de valeur et ne donnent aucun droit préférentiel de souscription lors de l'émission d'actions nouvelles. Les droits attachés aux actions sont ceux énoncés dans la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses lois modificatives pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par la Loi de 2010. Toute action entière donne droit à une voix lors des Assemblées Générales des Actionnaires quelle que soit sa valeur nette d'inventaire.

La SICAV constitue une seule et même entité juridique. Toutefois, les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Dans les relations des actionnaires entre eux, chaque compartiment est traité comme une entité à part.

Codes ISIN :

| Compartiment / Classe | Code ISIN |
|---|--------------|
| | |
| Excellentia Patrimoine Classe A | LU0729799667 |
| Excellentia Invest Classe A | LU0729799741 |
| Excellentia Secure Classe A | LU0729799824 |
| Excellentia Money Classe A | LU0729800002 |

2. CARACTERISTIQUES DES ACTIONS

a) Classes et catégories d'actions

Pour chaque compartiment, le Conseil d'Administration pourra décider à tout moment l'émission de classes d'actions différentes, lesquelles pourront elles-mêmes être subdivisées en catégories d'actions (actions de capitalisation ou actions de distribution).

A la date du Prospectus et pour chaque compartiment, le Conseil d'Administration a décidé d'émettre la première classe d'actions suivante :

- Classe **A** : destinée à tous types d'investisseurs

A la date du Prospectus, cette classe d'actions n'offre que des actions de capitalisation.

Les actions de distribution confèrent, en principe, à leurs propriétaires le droit de recevoir des dividendes en espèces, prélevés sur la quotité des avoirs nets du compartiment ou de la classe attribuable aux actions de distribution de ce compartiment ou de cette classe (consulter à ce propos le chapitre VI « Distributions »).

Les actions de capitalisation ne confèrent pas le droit de recevoir des dividendes. A la suite de chaque distribution de dividendes en espèces - annuels ou intérimaires - aux actions de distribution, la quotité des avoirs nets du compartiment ou de la classe à attribuer à l'ensemble des actions de distribution subira une réduction égale aux montants des dividendes distribués, entraînant ainsi une diminution du pourcentage des avoirs nets du compartiment ou de la classe attribuable à l'ensemble des actions de distribution, tandis que la quotité des avoirs nets du compartiment ou de la classe attribuable à l'ensemble des actions de capitalisation restera la même, entraînant ainsi une augmentation du pourcentage des avoirs nets du compartiment ou de la classe attribuable à l'ensemble des actions de capitalisation.

La ventilation de la valeur des avoirs nets d'un compartiment ou d'une classe donné entre l'ensemble des actions de distribution d'une part, et l'ensemble des actions de capitalisation d'autre part, se fait conformément à l'Article 13 des Statuts.

La valeur nette d'inventaire d'une action est fonction, dès lors, de la valeur des avoirs nets du compartiment ou de la classe au titre duquel cette action est émise, et, à l'intérieur d'un même compartiment ou d'une même classe, sa valeur nette d'inventaire peut varier selon qu'il s'agit d'une action de distribution ou d'une action de capitalisation.

Le Conseil d'Administration établira pour chaque compartiment une masse distincte d'avoirs nets. Dans les relations des actionnaires entre eux, cette masse sera attribuée aux seules actions émises au titre du compartiment concerné compte tenu, s'il y a lieu, de la ventilation de cette masse entre les classes et les actions de distribution et les actions de capitalisation de ce compartiment.

Le Conseil d'Administration pourra subdiviser les actions existantes de chaque classe et/ou catégorie d'actions en un nombre d'actions qu'il détermine lui-même, la valeur d'actif net totale de ces dernières devant être l'équivalent de la valeur d'actif net des actions subdivisées existantes au moment de la subdivision.

b) Actions nominatives et dématérialisées

Toute action, quel que soit le compartiment ou la catégorie dont elle relève, pourra être émise sous forme d'action dématérialisée ou nominative, au choix de l'actionnaire.

Les actions nominatives font l'objet d'une inscription dans le registre des actionnaires de la SICAV. Une confirmation de l'inscription sera remise à l'actionnaire. Aucun certificat nominatif ne sera délivré aux actionnaires sauf sur demande expresse de ces derniers.

Les documents de cession pour les transferts d'actions nominatives sont disponibles au siège social de la SICAV ou auprès de l'Agent de Transfert et Teneur de Registre.

Les actions dématérialisées seront représentées par une inscription en compte-titres, au nom de leur propriétaire ou détenteur, auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation.

L'inscription en compte-titres s'appliquera à défaut d'instructions particulières.

Les actions nominatives pourront être converties en actions dématérialisées et inversement à la demande et aux frais de l'actionnaire.

c) Fractions d'actions

Des fractions d'actions peuvent être émises jusqu'à trois décimales. Les fractions d'actions n'ont pas de droit de vote aux Assemblées Générales. Par contre, les fractions d'actions ont droit aux dividendes ou autres distributions éventuellement mis en paiement.

3. EMISSION ET PRIX DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS

Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des actions de chaque compartiment et de chaque classe à tout moment et sans limitation.

a) Souscriptions courantes

Les actions sont émises à un prix correspondant à la valeur nette d'inventaire par action majorée d'un droit d'entrée de 3 % maximum au profit des intermédiaires agréés.

Le Conseil d'Administration se réserve toutefois le droit d'accepter des demandes de souscription portant sur un montant inférieur à celui décrit ci-dessus. Les demandes de souscription porteront soit sur un montant à investir soit sur un nombre d'actions à souscrire dans le compartiment donné.

Les demandes de souscription reçues par l'Agent de Transfert et Teneur de Registre au plus tard à 12h00 (midi) (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédant un Jour d'Evaluation seront traitées, si elles sont acceptées, à la valeur nette d'inventaire par action du compartiment et de la classe concernés déterminée ce Jour d'Evaluation. Les demandes de souscription reçues après cette heure limite seront traitées le Jour d'Evaluation suivant.

b) Païement des souscriptions

Le montant de souscription est payable dans les 3 Jours ouvrables suivant le Jour d'Evaluation applicable.

Le montant de souscription des actions sera appliqué dans la devise de calcul de la valeur nette d'inventaire par action dans le compartiment et la classe concernés.

Le Conseil d'Administration se réserve le droit de postposer les demandes de souscription au cas où il serait incertain que le paiement y afférent parvienne à la Banque Dépositaire dans les délais de paiement impartis.

Si un paiement est reçu en rapport avec une demande de souscription après l'expiration du délai prévu, le Conseil d'Administration ou son agent pourra traiter cette demande, (i) soit en appliquant une majoration tenant compte notamment des intérêts dus selon les taux usuels du marché, (ii) soit en annulant l'attribution des actions et le cas échéant, en l'accompagnant d'une demande de compensation pour toute perte résultant du défaut de paiement avant l'expiration du délai imparti.

La SICAV peut également accepter des souscriptions moyennant l'apport d'un portefeuille existant à condition que les titres et les actifs de ce portefeuille soient compatibles avec la politique et les restrictions d'investissement applicables au compartiment concerné. Pour tous les titres et actifs acceptés en règlement d'une souscription, un rapport sera établi par le réviseur d'entreprises de la SICAV conformément aux dispositions de l'article 26-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et ses lois modificatives. Le coût de ce rapport sera supporté par l'investisseur concerné.

c) Suspension et refus de souscriptions

Le Conseil d'Administration de la SICAV peut à tout moment suspendre ou interrompre l'émission des actions d'un compartiment de la SICAV. Il pourra en particulier le faire dans les circonstances décrites sous le chapitre V « Valeur Nette d'Inventaire des actions », section 2. « Suspension du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire et de l'émission, du rachat et de la conversion des actions ». En outre, il peut à sa discrétion et sans devoir se justifier :

- (a) refuser tout ou partie d'une demande de souscription d'actions,
- (b) racheter à tout moment des actions détenues par des personnes qui ne sont pas autorisées à acheter ou à posséder des actions de la SICAV.

Lorsque le Conseil d'Administration décide de reprendre l'émission des actions d'un compartiment après en avoir suspendu l'émission pour une durée quelconque, toutes les souscriptions en instance seront exécutées sur la base de la même valeur nette d'inventaire correspondant au Jour d'Evaluation de la reprise de calcul.

d) Lutte contre le « Late Trading » et le « Market Timing »

L'Agent de Transfert et Teneur de Registre de la SICAV veillera à mettre en place les procédures adéquates destinées à s'assurer que les demandes de souscription, de rachat et de conversion soient reçues avant l'heure limite d'acceptation des ordres par rapport au Jour d'Evaluation applicable.

La SICAV n'autorisera ni les pratiques associées au Market Timing tel que défini dans la circulaire CSSF 04/146, ni les pratiques associées à l'« active trading » ou « excessive trading » (ci-après « Active Trading ») définies comme des opérations de souscription/rachat/conversion d'actions dans un même compartiment intervenant dans un court laps de temps et de montant important le cas échéant, dans le but de rechercher du profit à court terme. Tant les pratiques d'Active Trading que de Market Timing sont défavorables aux autres actionnaires car elles affectent la performance du compartiment et perturbent la gestion des actifs.

Le Conseil d'Administration se réserve la possibilité de rejeter tous les ordres de souscription et de conversion suspectés d'Active Trading ou de Market Timing. Le Conseil d'Administration peut prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les autres actionnaires de la SICAV lorsque de telles pratiques sont suspectées, notamment par l'application d'une commission additionnelle de rachat de maximum 2 % acquise au bénéfice du compartiment, sachant dans cette hypothèse que l'actionnaire sortant recevra une information préalable lui permettant de retirer sa demande de rachat.

e) Lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, la SICAV appliquera les mesures nationales et internationales y relatives qui obligent les souscripteurs à prouver leur identité à la SICAV. C'est pourquoi, pour que la souscription soit considérée comme valide et acceptable par la SICAV, le souscripteur doit joindre à sa demande de souscription,

- s'il est *personne physique*, une copie d'un de ses documents d'identité (passeport ou carte d'identité), ou,
- s'il est *personne morale*, une copie de ses documents sociaux (tels que ses statuts coordonnés, bilans publiés, extrait du registre de commerce, liste des signatures autorisées, liste des actionnaires détenant directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote, liste des administrateurs, ...) et des documents d'identité (passeport ou carte d'identité) de ses ayants droits économiques et des personnes autorisées à donner des instructions à l'Agent de Transfert et Teneur de Registre.

Ces documents devront être dûment certifiés par une autorité publique (par exemple un notaire, un commissaire de police, un consul, un ambassadeur) du pays de résidence.

Cette obligation est absolue, sauf si

- l'ordre de souscription est remis à la SICAV par un de ses agents distributeurs situé (i) dans l'un des pays membres de l'Union Européenne, de l'Espace Economique Européen ou d'un pays tiers imposant des obligations équivalentes au sens de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ou (ii) par une filiale ou succursale de ses distributeurs située dans un autre pays, si la maison mère de cette filiale ou succursale est située dans l'un de ces pays et si soit la législation de ce pays soit les règles internes de la maison mère garantissent l'application des règles relatives à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme vis-à-vis de cette filiale ou succursale.
- L'ordre de souscription est envoyé directement à la SICAV et la souscription est réglée soit par :
 - o un transfert bancaire dont une institution financière résidant dans l'un de ces pays est à l'origine, ou,
 - o un chèque tiré sur le compte personnel du souscripteur d'une banque résidant dans l'un de ces pays ou un chèque bancaire émis par une banque résidant dans l'un de ces pays.

Toutefois, le Conseil d'Administration devra obtenir de ses agents distributeurs ou directement de l'investisseur une copie des documents d'identification tels que décrits ci-dessus, à première demande.

Avant d'accepter une souscription, la SICAV pourra entreprendre des investigations supplémentaires conformément aux mesures nationales et internationales en vigueur concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

4. RACHAT DES ACTIONS

En vertu des Statuts et sous réserve des dispositions qui suivent, chaque actionnaire a le droit, à tout moment, de se faire racheter ses actions par la SICAV. Les actions rachetées par la SICAV seront annulées.

Les actionnaires qui désirent que tout ou partie de leurs actions soient rachetées par la SICAV doivent en faire la demande irrévocable par écrit adressé à la SICAV ou à l'Agent de Transfert et Teneur de Registre. Cette demande doit contenir les renseignements suivants: l'identité et l'adresse exacte de la personne demandant le rachat, le nombre d'actions à racheter, le compartiment, la classe dont ces actions relèvent, l'indication s'il s'agit d'actions nominatives ou inscrites en compte, d'actions de capitalisation ou de distribution le cas échéant, le nom auquel les actions sont inscrites, le nom et les références bancaires de la personne désignée pour recevoir le paiement.

La demande de rachat doit être accompagnée des pièces nécessaires pour opérer leur transfert avant que le prix de rachat ne puisse être payé.

Toutes les actions présentées au rachat à l'Agent de Transfert et Teneur de Registre au plus tard à 12h00 (midi) (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédant un Jour d'Evaluation seront traitées, si elles sont acceptées, à la valeur nette d'inventaire par action du compartiment et de la classe concernés déterminée ce Jour d'Evaluation. Les demandes de rachat reçues après cette heure limite seront traitées le Jour d'Evaluation suivant.

Le paiement du prix des actions rachetées sera effectué dans les 3 Jours ouvrables suivant le Jour d'Evaluation, sous réserve que tous les documents attestant le rachat aient été reçus par la SICAV.

Le paiement sera effectué dans la devise de calcul de la valeur nette d'inventaire dans le compartiment et la classe concernés ou dans une autre devise conformément aux instructions indiquées dans la demande de rachat, en quel cas les frais de conversion seront à charge de l'actionnaire.

Le prix de rachat des actions de la SICAV peut être supérieur ou inférieur au prix d'achat payé par l'actionnaire au moment de sa souscription, selon que la valeur nette d'inventaire s'est appréciée ou s'est dépréciée.

Il ne sera procédé à aucun rachat d'actions relevant d'un compartiment donné pendant toute période où le calcul de la valeur nette d'inventaire des actions de ce compartiment est temporairement suspendu par la SICAV en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'Article 14 des Statuts. En cas de demandes importantes de rachat représentant plus de 10 % des actifs nets d'un compartiment donné, la SICAV se réserve alors le droit de ne racheter les actions qu'au prix de rachat tel qu'il aura été déterminé après qu'elle aura pu vendre les actifs nécessaires dans les plus brefs délais compte tenu des intérêts de l'ensemble des actionnaires du compartiment, et qu'elle aura pu disposer du produit de ces ventes. Dans un pareil cas, un seul prix sera calculé pour toutes les demandes de rachat, de souscription et de conversion présentées au même moment pour ce compartiment.

5. CONVERSION DES ACTIONS

En vertu des Statuts et sous réserve des dispositions qui suivent, chaque actionnaire peut demander la conversion de tout ou partie de ses actions en actions d'un autre compartiment ou d'une autre classe/catégorie (et à l'intérieur d'un tel autre compartiment, soit de la même classe/catégorie soit d'une autre classe/catégorie), à un prix basé sur les valeurs nettes d'inventaire respectives des actions des différents compartiments et classes/catégories concernés.

L'actionnaire désirant une telle conversion peut en faire la demande par écrit adressé à l'Agent de Transfert et Teneur de Registre en indiquant le montant à convertir et la forme des actions à convertir et en précisant, en outre, si les actions du nouveau compartiment/de la nouvelle classe/catégorie doivent être nominatives ou inscrites en compte.

Toutes les demandes de conversion présentées à l'Agent de Transfert et Teneur de Registre au plus tard à 12h00 (midi) (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédant un Jour d'Evaluation seront traitées, si elles sont acceptées, sur base des valeurs nettes d'inventaire par action concernées, déterminées ce Jour d'Evaluation. La liquidation de l'opération de conversion sera effectuée dans les 3 Jours ouvrables suivant le Jour d'Evaluation.

Le nombre d'actions allouées dans le nouveau compartiment/la nouvelle classe/catégorie s'établira selon la formule suivante:

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

- A:** représente le nombre d'actions à attribuer dans le nouveau compartiment ou la nouvelle classe/catégorie,
- B:** représente le montant à convertir dans le compartiment ou la classe/catégorie initial,
- C:** représente la valeur nette d'inventaire, au Jour d'Evaluation applicable, des actions à convertir dans le compartiment ou la classe/catégorie initial,
- D:** est le coefficient de change au Jour d'Evaluation applicable entre les devises des deux compartiments ou classes/catégories concernés. Si les deux compartiments ou classes/catégories sont tenus dans la même devise, le coefficient est égal à 1,
- E:** représente la valeur nette d'inventaire, au Jour d'Evaluation applicable, des actions à attribuer dans le nouveau compartiment ou la nouvelle classe/catégorie.

Après la conversion, l'Agent de Transfert et Teneur de Registre informera les actionnaires du nombre d'actions nouvelles obtenues lors de la conversion, ainsi que de leur prix.

Il ne sera procédé à aucune conversion d'actions pendant toute période où le calcul de la valeur nette d'inventaire des actions concernées est temporairement suspendu par la SICAV en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'Article 14 des Statuts. En cas de demandes importantes de conversion vers un autre compartiment représentant plus de 10 % des actifs nets d'un compartiment donné, la SICAV se réserve alors le droit de ne racheter les actions qu'au prix de rachat tel qu'il aura été déterminé après qu'elle aura pu vendre les actifs nécessaires dans les plus brefs délais compte tenu des intérêts de l'ensemble des actionnaires du compartiment, et qu'elle aura pu disposer du produit de ces ventes. Dans un pareil cas, un

seul prix sera calculé pour toutes les demandes de rachat, de souscription et de conversion présentées au même moment pour ce compartiment.

V. VALEUR NETTE D'INVENTAIRE DES ACTIONS

1. DEFINITION ET CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

Le calcul de la valeur nette d'inventaire par action de chaque compartiment et de chaque classe/catégorie d'actions de la SICAV est effectué à Luxembourg par l'Administration centrale.

A chaque jour qui est un Jour ouvrable (ci-après le « Jour d'Evaluation ») correspond une valeur nette d'inventaire dans chaque compartiment et chaque classe/catégorie d'actions datée du Jour d'Evaluation. Si un Jour d'Evaluation n'est pas un Jour ouvrable, le Jour d'Evaluation correspondra au Jour ouvrable qui suit ce Jour d'Evaluation.

La valeur nette d'inventaire est calculée le Jour ouvrable suivant le Jour d'Evaluation sur base des cours connus ce Jour d'Evaluation, tels que ces cours sont publiés par les bourses de valeurs concernées et par référence à la valeur des avoirs détenus pour le compte du compartiment concerné conformément à l'Article 13 des Statuts de la SICAV.

La valeur des actions de chaque compartiment, classe et catégorie d'actions est obtenue en divisant la valeur nette d'inventaire des actifs du compartiment, de la classe et de la catégorie par le nombre d'actions en circulation de ces compartiments, classes et catégories.

Le Conseil d'Administration établira pour chaque compartiment une masse distincte d'avoirs nets. Dans les relations des actionnaires entre eux et vis-à-vis des tiers, cette masse sera attribuée aux seules actions émises au titre du compartiment concerné, compte tenu, s'il y a lieu, de la ventilation de cette masse entre les catégories et/ou classes d'actions, conformément aux dispositions des Statuts.

A l'effet d'établir ces différentes masses d'avoirs nets:

1. si deux ou plusieurs classes/catégories d'actions se rapportent à un compartiment déterminé, les avoirs attribués à ces classes et/ou catégories seront investis ensemble selon la politique d'investissement du compartiment concerné sous réserve des spécificités liées à ces classes et/ou catégories d'actions;
2. les produits résultant de l'émission des actions relevant d'une classe et/ou d'une catégorie d'actions d'un compartiment donné seront attribués dans les livres de la SICAV à la classe et/ou catégorie concernée de ce compartiment étant entendu que, si plusieurs classes et/ou catégories d'actions sont émises au titre de ce compartiment, le montant correspondant augmentera la proportion des avoirs nets de ce compartiment attribuables à la classe et/ou catégorie des actions à émettre;
3. les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à ces compartiment/classe et/ou catégorie, seront attribués à ces compartiment/classe et/ou catégorie;

4. lorsqu'un avoir découle d'un actif, cet avoir sera attribué, dans les livres de la SICAV, au même compartiment auquel appartient l'actif dont il découle et à chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au compartiment correspondant;
5. lorsque la SICAV supporte un engagement qui est attribuable à un avoir d'un compartiment déterminé ou à une opération effectuée en rapport avec un avoir d'un compartiment déterminé, cet engagement sera attribué à ce compartiment;
6. au cas où un avoir ou un engagement de la SICAV ne peut pas être attribué à un compartiment déterminé, cet avoir ou engagement sera attribué à tous les compartiments en proportion de la valeur nette d'inventaire des classes et/ou catégories d'actions concernées ou de telle autre manière que le Conseil d'Administration déterminera avec bonne foi;
7. à la suite du paiement de dividendes à des actions de distribution relevant d'une classe et/ou catégorie donnée, la valeur d'actif net de cette classe et/ou catégorie attribuable à ces actions de distribution sera réduite du montant de ces dividendes.

L'évaluation des avoirs de chaque compartiment de la SICAV s'effectuera selon les principes suivants:

1. les parts d'OPC seront évaluées sur base de leur dernière valeur nette d'inventaire officielle disponible au Jour d'Evaluation, ou non officielle si celle-ci est de date plus récente (sur base dans ce cas d'une valeur nette d'inventaire probable, estimée avec prudence et bonne foi par le Conseil d'Administration, ou sur base d'autres sources telles qu'une information du gérant dudit OPC);
2. la valeur des espèces en caisse ou en dépôts, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée. Dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;
3. l'évaluation des valeurs mobilières (i) cotées ou négociées sur un marché réglementé au sens de la Loi de 2010 ou (ii) négociées sur un autre marché d'un Etat membre de l'UE qui est réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public ou (iii) admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Etat qui ne fait pas partie de l'UE ou négociées sur un autre marché d'un Etat qui ne fait pas partie de l'UE, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public (les trois pouvant également être qualifiés de « Marché Réglementé »), est basée sur le dernier cours de clôture connu au Jour d'Evaluation et si ces valeurs mobilières sont traitées sur plusieurs marchés, sur base du dernier cours de clôture connu du marché principal de ces valeurs au Jour d'Evaluation. Si le dernier cours de clôture connu au Jour d'Evaluation donné n'est pas représentatif, l'évaluation se basera sur la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi;
4. les valeurs mobilières non cotées ou non négociables sur un Marché Réglementé seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi;
5. la valeur de liquidation des contrats à terme et des contrats d'options qui ne sont pas négociés sur des Marchés Réglementés équivaldra à leur valeur de liquidation nette déterminée conformément aux politiques établies par le Conseil d'Administration, sur une base appliquée de façon cohérente

à chaque type de contrat. La valeur de liquidation des contrats à terme ou contrats d'options négociés sur des Marchés Réglementés sera basée sur le dernier prix disponible de règlement de ces contrats sur les Marchés Réglementés sur lesquels ces contrats à terme ou ces contrats d'options sont négociés par la SICAV; pour autant que si un contrat à terme ou un contrat d'options ne peut pas être liquidé le jour auquel les actifs nets sont évalués, la base qui servira à déterminer la valeur de liquidation de ce contrat sera déterminée par le Conseil d'Administration de façon juste et raisonnable;

6. les swaps de taux d'intérêts seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à la courbe des taux applicables. Les swaps sur indices ou instruments financiers seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à l'indice ou l'instrument financier concerné. L'évaluation des contrats de swaps relatifs à ces indices ou instruments financiers sera basée sur la valeur de marché de ces opérations de swaps selon des procédures établies par le Conseil d'Administration;
7. si la pratique le permet, les avoirs liquides, les instruments du marché monétaire et tous les autres instruments peuvent être évalués aux derniers cours de clôture connus au Jour d'Evaluation ou selon la méthode d'amortissement linéaire. En cas d'amortissement linéaire, les positions du portefeuille sont revues régulièrement sous la direction du Conseil d'Administration afin de déterminer s'il existe un écart entre l'évaluation selon la méthode des derniers cours de clôture connus et celle de l'amortissement linéaire. S'il existe un écart susceptible d'entraîner une dilution conséquente ou de léser les actionnaires, des mesures correctives appropriées peuvent être prises, y compris, si nécessaire, le calcul de la valeur nette d'inventaire en utilisant les derniers cours de clôture connus;
8. les valeurs exprimées en une autre devise que la devise d'expression du compartiment ou de la classe d'actions en question sont converties au cours de change au Jour d'Evaluation. Si les cours de change ne sont pas disponibles, ils sont déterminés avec prudence et bonne foi selon les procédures établies par le Conseil d'Administration;
9. tous les autres avoirs sont évalués sur base de la valeur probable de réalisation, laquelle doit être estimée avec prudence et bonne foi;
10. le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, permettre l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation s'il considère qu'une telle évaluation reflète mieux la juste valeur d'un avoir de la SICAV.

Des déductions appropriées seront faites pour les dépenses à supporter par la SICAV et le passif de la SICAV sera pris en considération selon des critères équitables et prudents. A cet effet, des provisions adéquates seront constituées.

2. SUSPENSION DU CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE ET DE L'EMISSION, DU RACHAT ET DE LA CONVERSION DES ACTIONS

Le Conseil d'Administration est autorisé à suspendre temporairement le calcul de la valeur des actifs nets d'un ou de plusieurs compartiments de la SICAV, ainsi que les émissions, les rachats et les conversions des actions de ce(s) compartiment(s) dans les cas suivants:

- a) lorsque la valeur nette d'inventaire des parts des OPC sous-jacents représentant une part substantielle des investissements du compartiment ne peut être déterminée;
- b) pendant tout ou partie d'une période pendant laquelle l'une des principales bourses de valeurs ou l'un des principaux marchés réglementés auxquels une partie substantielle du portefeuille d'un ou de plusieurs compartiments est cotée ou négociée, est fermé pour une raison autre que le congé normal ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues;
- c) lorsque la SICAV ne peut pas normalement disposer des investissements d'un ou de plusieurs compartiments ou les évaluer ou ne peut le faire sans porter préjudice grave aux intérêts de ses actionnaires;
- d) lorsque les moyens de communication nécessaires à la détermination du prix ou de la valeur des actifs d'un ou de plusieurs compartiments sont hors de service ou si pour n'importe quelle autre raison, la valeur des actifs d'un ou de plusieurs compartiments ne peut être déterminée;
- e) lorsque la réalisation d'investissements ou le transfert de fonds impliqués dans de telles réalisations d'investissements ne peut être effectué à des prix ou des taux de change normaux, ou lorsque la SICAV est incapable de rapatrier des fonds dans le but d'opérer des paiements sur le rachat d'actions;
- f) lorsque le Conseil d'Administration le décide, sous réserve du respect du principe d'égalité de traitement entre les actionnaires et la loi et la réglementation applicables, (i) dès la convocation d'une Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la SICAV visant à prononcer la liquidation de la SICAV ou d'un compartiment, ou (ii) lorsque le Conseil d'Administration en a le pouvoir, dès sa décision de liquider un compartiment.

Les souscripteurs et actionnaires offrant des actions au rachat ou à la conversion seront avisés de la suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire.

Les souscriptions et demandes de rachat ou de conversion en suspens pourront être retirées par notification écrite pour autant que celle-ci soit reçue par la SICAV avant la cessation de la suspension.

Les souscriptions, rachats et/ou conversions en suspens seront pris en considération le premier Jour d'Evaluation faisant suite à la cessation de la suspension.

VI. DISTRIBUTIONS

A la date du Prospectus, seules les actions de capitalisation sont émises et, par conséquent, les revenus des actions sont capitalisés et leur valeur se reflète dans la valeur nette d'inventaire par action.

Au cas où le Conseil d'Administration prendrait la décision d'émettre des actions de distribution, les dispositions suivantes s'appliqueront.

Politique de distribution

Lors de l'Assemblée Générale annuelle, les actionnaires de la SICAV détermineront, sur proposition du Conseil d'Administration, le montant des distributions en espèces à faire aux actions de distribution des différents compartiments ou classes d'actions concernés, en respectant les limites tracées par la Loi de 2010 et les Statuts. Ainsi, les montants distribués ne pourront avoir pour effet de ramener le capital de la SICAV en-dessous du capital minimum fixé à Euro 1.250.000,-.

Le Conseil d'Administration pourra décider, dans chaque compartiment et dans chaque classe d'actions le cas échéant, de procéder à la distribution aux actions de distribution de dividendes intérimaires en espèces, en se conformant aux dispositions légales en vigueur.

Mise en paiement

Les dividendes et acomptes sur dividendes attribués aux actions de distribution seront payés aux dates et lieu déterminés par le Conseil d'Administration.

Tout dividende déclaré qui n'aura pas été réclamé par son bénéficiaire dans les cinq ans à compter de son attribution ne pourra plus être réclamé et reviendra au compartiment ou à la classe d'actions concerné. Aucun intérêt ne sera payé sur un dividende déclaré par la SICAV et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

VII. FISCALITE

1. TRAITEMENT FISCAL DE LA SICAV

La SICAV est soumise au Luxembourg à une taxe correspondant à 0,05 % par an de ses avoirs nets; cette taxe est réduite à 0,01 % par an des avoirs nets attribuables aux classes d'actions réservées aux investisseurs institutionnels. Cette taxe est payable chaque trimestre et son assiette est constituée par les avoirs nets de la SICAV à la clôture du trimestre concerné. La taxe d'abonnement n'est pas due sur les quotités d'avoirs investis en OPC déjà soumis à l'application de cette taxe. Aucun droit de timbre et aucune taxe ne seront à payer au Luxembourg lors de l'émission des actions de la SICAV.

Aucun impôt n'est à acquitter au Luxembourg par rapport à la plus-value réalisée ou non réalisée des avoirs de la SICAV. Les revenus de placements reçus par la SICAV peuvent être soumis à des taux variables de retenue fiscale dans les pays concernés. Ces retenues fiscales ne peuvent en principe pas être récupérées. Les indications données ci-avant se fondent sur les lois et usages actuels et peuvent être sujettes à modification.

2. TRAITEMENT FISCAL DES ACTIONNAIRES

Directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'UE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts (ci-après la « Directive »)

La Directive prévoit qu'à compter du 1er juillet 2005, les agents payeurs (au sens de la Directive) établis dans un Etat membre de l'UE (ou dans certains territoires dépendants ou associés aux Etats membres) qui effectuent des paiements d'intérêts à des personnes physiques (ou à des entités résiduelles au sens de la Directive) résidant dans un autre Etat membre, seront tenus, en fonction de leur pays d'établissement, de communiquer les informations relatives au paiement et au bénéficiaire aux autorités fiscales ou bien de prélever une retenue à la source. Au cas où un tel paiement serait soumis à la retenue à la source, le bénéficiaire a la faculté d'éviter cette retenue par la remise d'un certificat d'exemption ou d'un mandat pour procéder à l'échange d'information, selon les possibilités offertes par l'agent payeur et son pays d'établissement.

Conformément aux dispositions de la Directive, les paiements de dividendes effectués par un compartiment de la SICAV seront soumis à la Directive si plus de 15 % des actifs nets du compartiment sont investis dans des créances telles que définies dans la Directive. Les paiements effectués par un compartiment de la SICAV lors d'un rachat d'actions d'un compartiment (ou toute opération assimilée à un rachat) seront soumis à la Directive si plus de 25 % des actifs nets du compartiment sont investis dans de telles créances.

Lorsque le paiement est soumis à une retenue à la source, cette retenue portera en principe et pour autant que l'agent payeur dispose de cette information, sur la composante du paiement correspondant à un revenu d'intérêt au sens de la Directive. La retenue à la source sera de 35 % dans la mesure où l'agent payeur dispose de l'information sur la composante intérêt dans la distribution ou le rachat.

La Directive a été retranscrite dans la législation luxembourgeoise par la loi du 21 juin 2005.

Les dispositions qui précèdent sont basées sur la loi et la pratique actuellement en vigueur et sont sujettes à modification.

La SICAV recommande aux actionnaires potentiels de se renseigner et, si besoin en est, de se faire conseiller au sujet des lois et réglementations relatives à la souscription, l'achat, la détention, le remboursement et la vente d'actions dans leur pays d'origine, de résidence ou de domicile.

VIII. CHARGES ET FRAIS

1. CHARGES ET FRAIS PRINCIPAUX DE LA SICAV

Des provisions adéquates seront constituées dans les comptes de la SICAV pour les commissions et les frais décrits ci-dessous afin de les comptabiliser lors de chaque calcul des valeurs nettes d'inventaire.

a) Frais de premier établissement

Les frais liés à la constitution et au lancement de la SICAV sont estimés à EUR 32.500,- et seront amortis sur les cinq premiers exercices sociaux. En cas de création d'un nouveau compartiment durant cette période de cinq ans, celui-ci prendra à sa charge les frais de création de la SICAV non encore amortis et au pro rata de ses actifs nets. Durant cette même période de cinq ans et en contrepartie, les frais d'établissement de ce nouveau compartiment seront également pris en charge par les autres compartiments au pro rata des actifs nets de l'ensemble des compartiments. Après cette période de cinq ans, les frais spécifiquement liés à la création d'un nouveau compartiment seront amortis intégralement et dès leur apparition sur les actifs de ce compartiment.

b) Commissions de gestion et de commercialisation**Commissions fixes**

En rémunération de ses prestations, la Société de Gestion perçoit de la SICAV une commission annuelle payable trimestriellement et calculée sur base des actifs nets moyens de chaque compartiment au cours du trimestre sous revue.

Les taux de la commission prélevée par la Société de Gestion sont repris dans le tableau ci-dessous :

| Compartiment / Classe | Taux |
|---|--------|
| Excellentia Patrimoine Classe A | 1,55 % |
| Excellentia Invest Classe A | 1,55 % |
| Excellentia Secure Classe A | 1,35 % |
| Excellentia Money Classe A | 0,80 % |

En rémunération de ses prestations de gestion des risques et de supervision, la Société de Gestion perçoit en outre de la SICAV une commission annuelle au taux de 0.15 %, payable trimestriellement et calculée sur base des actifs nets moyens de chaque compartiment au cours du trimestre sous revue.

Commissions de performance

La Société de Gestion perçoit de la SICAV une commission de performance annuelle exprimée en pourcentage de la surperformance de la valeur nette d'inventaire de chaque compartiment par rapport à l'accroissement positif de leur valeur nette d'inventaire respective (avant calcul de la commission de performance).

La commission de performance est calculée chaque Jour d'Evaluation et payée au terme de chaque exercice social.

Si pour un exercice social donné, une contre-performance venait à être constatée, aucun report négatif ne sera pris en compte pour le calcul de la commission de performance de l'exercice social suivant.

EXCELLENTIA SICAV

Les taux de la commission de performance sont repris dans le tableau ci-dessous :

| Compartiment | Taux |
|-------------------------------|--|
| Excellentia Patrimoine | 10 % au-delà d'un accroissement annuel de 8 % |
| Excellentia Invest | 10 % au-delà d'un accroissement annuel de 10 % |
| Excellentia Secure | 10 % au-delà d'un accroissement annuel de 6 % |
| Excellentia Money | 10 % au-delà d'un accroissement annuel de 3 % |

c) Commissions de conseil et de marketing coordination

La rémunération de Excellentia S.A., Organisation du Patrimoine est prise en charge par la SICAV. La SICAV versera à Excellentia S.A., Organisation du Patrimoine l'intégralité des commissions de performance décrites ci-dessus et une partie de la commission fixe de gestion et de commercialisation décrite ci-dessus aux taux suivants :

| Compartiment / Classe | Taux |
|---|--------|
| Excellentia Patrimoine Classe A | 0,60 % |
| Excellentia Invest Classe A | 0,60 % |
| Excellentia Secure Classe A | 0,60 % |
| Excellentia Money Classe A | 0,30 % |

Le solde de la commission fixe de gestion et de commercialisation conservé par la Société de Gestion est destiné d'une part à rémunérer la Société de Gestion pour sa fonction de gestion des actifs de la SICAV et d'autre part à rémunérer des agents intervenant dans la commercialisation de la SICAV (au pro rata de leurs encours respectifs), suivant la répartition décrite ci-dessous :

| Compartiment / Classe | Taux de rémunération de la Société de Gestion | Taux de rémunération des agents de vente |
|---|---|--|
| Excellentia Patrimoine Classe A | 0,25 % | 0,70 % |
| Excellentia Invest Classe A | 0,25 % | 0,70 % |
| Excellentia Secure Classe A | 0,25 % | 0,50 % |
| Excellentia Money Classe A | 0,20 % | 0,30 % |

d) Commissions de Banque Dépositaire et d'Agent Payeur

En rémunération de ses prestations, la Banque Dépositaire recevra de la SICAV une commission annuelle de maximum 0,025 %, avec un minimum de EUR 1.000,- par mois par compartiment. Cette rémunération est payable mensuellement et imputée aux différents compartiments au prorata de leurs actifs nets respectifs au cours du mois sous revue (+ TVA de 12 %).

e) Commissions d'Agent Administratif, d'Agent de Transfert et Teneur de Registre

En rémunération de ses fonctions d'Agent Administratif et d'Agent de Transfert et Teneur de Registre de la SICAV, Citibank International Limited, Luxembourg Branch recevra à charge de la SICAV, les rémunérations suivantes :

Agent Administratif

Une commission annuelle de maximum 0,035 %, avec un minimum de EUR 1.000,- par mois par compartiment. Cette rémunération est payable mensuellement et imputée aux différents compartiments au prorata de leurs actifs nets respectifs au cours du mois sous revue.

Agent de Transfert et Teneur de Registre

Un montant forfaitaire de maximum EUR 30,- par transaction (souscription / rachat / conversion), un montant forfaitaire de EUR 110,- par an par compte actionnaire pour chaque compartiment, et un montant de EUR 180,- par mois pour frais de maintenance pour chaque classe d'actions, payables mensuellement.

f) Commission d'Agent Domiciliaire

En rémunération de sa fonction d'Agent Domiciliaire, la Société de Gestion recevra de la SICAV un montant forfaitaire de EUR 10.000,- par an pour la SICAV dans son ensemble, payable annuellement.

2. AUTRES FRAIS A CHARGE DE LA SICAV

La SICAV prend à sa charge tous ses autres frais d'exploitation comprenant, sans limitation, les frais de constitution et de modification ultérieure des Statuts et autres documents constitutifs, les commissions et frais payables aux promoteur, agents payeurs, correspondants de la Banque Dépositaire et autres mandataires et employés de la SICAV, ainsi qu'aux représentants permanents de la SICAV dans les pays où elle est soumise à l'enregistrement, les frais d'assistance juridique et de révision des comptes annuels de la SICAV, les frais de promotion et de marketing, les frais d'impression et de publication des documents de vente des actions, les frais d'impression des rapports financiers annuels et intérimaires, les frais de tenue d'assemblées d'actionnaires et de réunions du Conseil d'Administration, les frais de couverture d'assurances et les frais de voyage raisonnables des administrateurs et directeurs, les tantièmes et jetons de présence, les frais des déclarations d'enregistrement, tous les impôts et droits prélevés par les autorités gouvernementales et les bourses de valeurs, les frais de publication des prix d'émission et de rachat ainsi que toutes autres dépenses d'exploitation, y compris les frais financiers, bancaires ou de courtage encourus lors de l'achat ou de la vente d'actifs ou autrement et tous autres frais administratifs.

EXCELLENTIA SICAV

Les frais et charges qui ne sont pas attribuables à un compartiment particulier seront imputés aux différents compartiments au prorata de leurs actifs nets respectifs.

IX. EXERCICE SOCIAL – ASSEMBLEES

1. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice social qui a débuté le jour de la constitution de la SICAV et s'est terminé le 31 décembre 2012.

2. ASSEMBLEES

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra à Luxembourg, au siège social de la SICAV, ou à tout autre endroit qui sera spécifié sur la convocation, le dernier mercredi du mois d'avril à 11.00 heures.

Si ce jour n'est pas un Jour ouvrable à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier Jour ouvrable suivant.

La première Assemblée Générale annuelle s'est tenue en 2013.

Les avis de convocation aux Assemblées Générales annuelles précisant la date, l'heure, le lieu, les conditions d'admission, l'ordre du jour et les exigences de la loi luxembourgeoise en matière de quorum et de majorité nécessaires seront publiés et envoyés conformément à la loi luxembourgeoise.

Les actionnaires de la (des) classe(s) d'actions émise(s) au titre d'un compartiment peuvent, à tout moment, tenir des Assemblées Générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à ce compartiment.

En outre, les actionnaires de toute classe/catégorie d'actions peuvent, à tout moment, tenir des Assemblées Générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à cette classe/catégorie.

Les résolutions prises à de telles assemblées s'appliquent respectivement à la SICAV, au compartiment et/ou à la classe/catégorie d'actions concerné.

X. LIQUIDATION

La liquidation de la SICAV interviendra dans les conditions prévues par la Loi de 2010.

1. DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SICAV

La SICAV pourra être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

Par ailleurs, si le capital de la SICAV devient inférieur aux deux tiers du capital minimum, soit actuellement Euro 1.250.000,-, le Conseil d'Administration doit soumettre la question de la dissolution de la SICAV à l'Assemblée Générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée. Si le capital devient inférieur au quart du capital minimum, le Conseil d'Administration doit soumettre la question de la dissolution de la SICAV à l'Assemblée Générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions présentes ou représentées à l'assemblée. La convocation doit se faire de façon à ce que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum. La décision relative à la dissolution de la SICAV doit être publiée au Mémorial et dans deux journaux à diffusion adéquate dont au moins un journal luxembourgeois. Ces publications seront faites à la diligence du ou des liquidateurs.

Lors de la dissolution de la SICAV, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Le produit net de liquidation de chaque compartiment sera distribué par les liquidateurs aux actionnaires en proportion de la quotité leur revenant dans les avoirs nets du compartiment dont ces actions relèvent, conformément aux dispositions des Statuts.

Au cas où la SICAV ferait l'objet d'une liquidation volontaire ou judiciaire, celle-ci serait effectuée conformément à la Loi de 2010 qui définit les mesures à prendre pour permettre aux actionnaires de prendre part à la (aux) distribution(s) du produit de liquidation, et qui prévoit par ailleurs, à la clôture de la liquidation, le dépôt auprès de la Caisse de Consignation de toute somme non réclamée par un actionnaire. Les sommes ainsi déposées et non réclamées dans le délai de prescription légal seront perdues.

2. LIQUIDATION ET FUSION DE COMPARTIMENTS, DE CLASSES OU DE CATEGORIES D'ACTIONS

Le Conseil d'Administration peut décider de liquider un compartiment, une classe ou une catégorie d'actions si l'actif net de ce compartiment, de cette classe ou de cette catégorie devient inférieur à ou n'atteint pas un montant en-dessous duquel le compartiment, la classe ou la catégorie d'actions ne peut plus être géré de manière adéquate ou si un changement dans la situation économique ou politique a une influence sur le compartiment, la classe ou la catégorie d'actions en question, justifiant une telle liquidation.

La décision de liquidation sera publiée et notifiée aux actionnaires du compartiment, de la classe ou de la catégorie d'actions avant la date effective de liquidation. La publication indiquera les raisons et la procédure de liquidation. La décision et les modalités de clôture du compartiment, de la classe ou de la catégorie d'actions seront ainsi portées à la connaissance des actionnaires concernés par publication d'un avis dans la presse. Cet avis sera publié dans un ou plusieurs journaux de Luxembourg et dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale des pays où les actions seraient distribuées.

A moins que le Conseil d'Administration en décide autrement dans l'intérêt des actionnaires ou pour maintenir un traitement équitable entre eux, les actionnaires du compartiment, de la classe ou de la catégorie d'actions concerné pourront continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, sur base de la valeur nette d'inventaire applicable, en prenant en compte une estimation des frais de liquidation. La SICAV remboursera chaque actionnaire proportionnellement au nombre d'actions qu'il détient dans le compartiment, dans la classe ou dans la catégorie d'actions. Les produits de liquidation qui ne pourraient pas être distribués à leurs bénéficiaires lors de la clôture de la liquidation du compartiment, de la classe ou de la catégorie d'actions seront consignés auprès de la Banque Dépositaire pour une période de neuf mois à compter de la date de la décision relative à la liquidation. Passé ce délai, ils seront déposés auprès de la Caisse de Consignation en faveur de leurs bénéficiaires.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites précédemment, le Conseil d'Administration peut décider de clôturer un compartiment, une classe ou une catégorie d'actions par fusion avec un autre compartiment, une autre classe ou une autre catégorie d'actions de la SICAV. Une telle fusion peut encore être décidée par le Conseil d'Administration si l'intérêt des actionnaires des compartiments, des classes ou des catégories d'actions concernés l'exige. Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus. La publication contiendra des informations se rapportant au nouveau compartiment, à la nouvelle classe ou à la nouvelle catégorie d'actions. La publication sera faite au moins un mois avant que la fusion ne devienne effective afin de permettre aux actionnaires de demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, avant que l'opération ne devienne effective. A la fin de cette période, tous les actionnaires restants seront liés par la décision.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites précédemment, le Conseil d'Administration a le pouvoir de décider la clôture d'un compartiment, d'une classe ou d'une catégorie d'actions par apport à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois créé selon les dispositions de la Partie I de la Loi de 2010 ou à un compartiment, une classe ou catégorie d'actions au sein d'un tel autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois. Le Conseil d'Administration peut d'autre part décider un tel apport si l'intérêt des actionnaires du compartiment, de la classe ou de la catégorie d'actions en question l'exige. Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus. La publication contiendra des informations se rapportant à cet organisme de placement collectif. La publication sera faite au moins un mois avant la date à laquelle l'apport prendra effet afin de permettre aux actionnaires de demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, avant que l'opération d'apport à cet organisme de placement collectif ne devienne effective. A la fin de cette période, tous les actionnaires restants seront liés par la décision.

Si les actions sont apportées à un organisme de placement collectif établi sous la forme d'un fonds commun de placement de droit luxembourgeois ou à un organisme de placement collectif de droit étranger, l'apport ne liera les actionnaires du compartiment, de la classe ou de la catégorie d'actions concerné que s'ils acceptent expressément l'apport par vote unanime de tous les actionnaires du compartiment, de la classe ou de la catégorie d'actions concerné. Si cette condition n'est pas remplie,

seuls les actionnaires ayant voté pour l'apport seront liés par la décision; les actionnaires restants seront considérés avoir demandé le rachat de leurs actions.

XI. INFORMATIONS – DOCUMENTS DISPONIBLES

1. INFORMATIONS DISPONIBLES

a) Publication des valeurs nettes d'inventaire

La valeur nette d'inventaire de chaque classe et/ou catégorie d'actions de chaque compartiment, les prix d'émission et les prix de rachat sont rendus publics chaque Jour d'Evaluation au siège social de la SICAV. Le Conseil d'Administration pourra décider ultérieurement de publier ces valeurs nettes d'inventaire dans les journaux des pays où les actions de la SICAV sont offertes ou vendues. Elles peuvent être obtenues également auprès de la Société de Gestion.

b) Avis financiers

Les avis financiers seront publiés dans un journal du pays où la SICAV est commercialisée dès lors qu'une telle publication est demandée par la loi et la réglementation qui y sont applicables. En ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, les avis financiers seront publiés dans le « Wort ».

c) Rapports périodiques

La SICAV publie annuellement un rapport détaillé sur son activité et la gestion de ses avoirs et comprenant le bilan et le compte de profits et pertes consolidés exprimés en Euro, la composition détaillée des avoirs de chaque compartiment et le rapport du réviseur d'entreprises.

En outre, elle procède après la fin de chaque semestre, à la publication d'un rapport comprenant notamment la composition du portefeuille, les mouvements dans le portefeuille sur la période, le nombre d'actions en circulation et le nombre d'actions émises et rachetées depuis la dernière publication.

Le Conseil d'Administration de la SICAV peut décider la publication de rapports intérimaires.

2. DOCUMENTS A LA DISPOSITION DU PUBLIC

a) Documents disponibles

Des exemplaires des documents suivants peuvent être obtenus pendant les heures de bureau de chaque jour de la semaine (samedi et jours fériés légaux ou bancaires exceptés) au siège social de la SICAV, 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg :

- (i) les Statuts;
- (ii) la convention cadre de gestion collective de portefeuille entre la SICAV et Andbank Asset Management Luxembourg;

- (iii) le contrat de conseil en investissements entre Excellentia S.A., Organisation du Patrimoine et Andbank Asset Management Luxembourg;
- (iv) la convention de coordination marketing entre Excellentia S.A., Organisation du Patrimoine et Andbank Asset Management Luxembourg;
- (v) la convention de banque dépositaire et d'agent payeur entre la SICAV et Citibank International Limited, Luxembourg Branch ;
- (vi) le contrat de services pour OPC entre Andbank Asset Management Luxembourg, Citibank International Limited, Luxembourg Branch et la SICAV;
- (vii) la convention de domiciliation entre Andbank Asset Management Luxembourg et la SICAV;
- (viii) les rapports annuels et semestriels mentionnés sous la rubrique 1. c) ci-avant.

b) Langue officielle

La langue officielle du Prospectus et des Statuts est la langue française, sous réserve toutefois que le Conseil d'Administration de la SICAV et la Banque Dépositaire, l'Agent Administratif, l'Agent Domiciliaire, l'Agent de Transfert et Teneur de Registre, le Marketing Coordinator et la Société de Gestion peuvent pour leur compte et celui de la SICAV considérer comme obligatoires les traductions dans les langues des pays où les actions de la SICAV sont offertes et vendues. En cas de divergences entre le texte français et toute autre langue dans laquelle le Prospectus est traduit, le texte français fera foi.